

**Politis,**  
**P**

CHAQUE JEUDI

www.politis.fr

**SOUSCRIPTION**

SANS VOTRE SOUTIEN  
**POLITIS**  
VA DISPARAÎTRE  
**SAUVONS**  
**POLITIS!**

786 100 euros  
à une semaine  
de l'échéance !

**DOSSIER**

Le climat dans l'air  
du temps...

**PRÉSIDENTIELLE**

Les « jurys citoyens »  
en question

**SOUDAN**

Laisser-faire  
au Darfour

**ACTION**

ATD Quart Monde  
en Irlande

M 03461-0924 3,00 E

PRE-VISUALISATION  
OFFSET

n° 924

3 €

# Politis,

SOCIÉTÉ

## Demain, surveillance absolue !

Les responsables  
de 49 commissions  
nationales  
Informatique  
et Libertés nous  
mettent en garde  
contre les dangers  
d'une « vague  
sécuritaire »









# Pour la pluralité de la presse

# Sauvons Politis !

## Une affaire qui prend forme



**SANS VOTRE SOUTIEN POLITIS VA DISPARAÎTRE SAUVONS POLITIS !**

Nous voici fidèles au rendez-vous hebdomadaire que nous nous sommes fixé depuis « l'Appel du 10 octobre » (rassurez-vous, c'est juste une plaisanterie, et je vais très bien !). Un mot, d'ailleurs, sur cette bataille de quinze jours que nous annoncions et qui durera trois semaines. On nous avait indiqué que l'audience du tribunal de commerce aurait lieu fin octobre, ce sera finalement pour le 8 novembre. D'où quelques jours supplémentaires pour conforter notre dossier. Et votre mobilisation, chers lecteurs, ne faiblir pas. Encore trente mille euros et plus reçus lundi ! Nous en étions la semaine dernière à 616 900 euros, nous en sommes, ce lundi soir, à 786 100 pour 5 092 souscripteurs. Nous ne reviendrons pas ici sur la portée politique de cette mobilisation, qui dépasse de beaucoup le sort du seul *Politis*. Nous en reparlerons évidemment quand notre situation sera stabilisée. Nous évoquerons aussi les organisations, associations, syndicats, sections d'Attac notamment, qui nous ont apporté aide et confiance. Mais, cette semaine, chose promise, chose due, nous allons présenter ceux que nous avons appelés nos « gros souscripteurs ». Ceux qui apparaîtront dans notre actionariat comme personnes physiques. Trois d'entre eux ont apporté 70 000 euros au capital de la future société : Jean-Louis Gueydon de Dives, Laurent Chemla et Valentin Lacambre. Ce qui ne les a pas empêchés de verser aussi au compte de l'association. Qui sont-ils ? Jean-Louis Gueydon de Dives a créé en 2001 la fondation Pour une Terre humaine, dont le nom dit assez qu'il nous est sympathique au-delà de l'aide précieuse qu'il nous apporte. Jusqu'ici, sa fondation a subventionné des projets associatifs de défense de l'environnement et de la biodiversité. Laurent Chemla et Valentin Lacambre sont des forts en informatique. Le premier a fondé, en 1995, l'Association des utilisateurs d'Internet, le second a créé, en 1991, un fournisseur d'accès et hébergeur altern.org, dont Bernard Langlois avait, à l'époque, relaté aventures et mésaventures. Les deux se sont retrouvés dans Gandi.net (qui administre et vend des noms de domaines Internet). Ce sont l'un et l'autre des militants des libertés dans le maquis des nouveaux médias. Enfin, un quatrième partenaire a apporté 20 000 euros à notre capital. C'est l'universitaire Pascal Boniface, que nos lecteurs connaissent bien.

**Autant dire tout de suite que l'engagement de chacun de ces actionnaires ne vaut pas adhésion à tout ce que nous écrivons. Si *Politis* n'est évidemment pas « incompatible » avec leurs convictions, c'est aussi une certaine conception du pluralisme de la presse qui les anime. Ils sont tous partisans d'une « biodiversité médiatique ». La défense du pluralisme a d'ailleurs motivé d'autres contributeurs qui ont apporté leur soutien à l'association Pour Politis et qui n'apparaîtront pas dans notre capital. C'est le cas de l'hebdomadaire *Marianne*, qui a déposé 5 000 euros dans notre chapeau. Pour la beauté du geste. Jean-François Kahn est en cela fidèle à son discours. Il était déjà intervenu aux débuts de *Politis*. C'était au temps de l'*Événement du jeudi* et c'était déjà dans le même esprit. Quels que soient nos désaccords (et ils ne sont pas tous mineurs), nous avons en commun l'idée que les journaux sont autant de petits bouts de démocratie qu'il faut à toute force préserver.**

**Si jamais, après la lecture de ces lignes, des lecteurs avaient encore quelques craintes (très superflues) sur notre indépendance rédactionnelle, j'ajouterais que, dans la future société anonyme Politis, l'association Pour Politis, regroupant le personnel du journal et des représentants des lecteurs, restera de toute façon majoritaire. Ce n'est pas une crainte, c'est un principe.**

D. S.

*P.-S. : Vous pouvez évidemment suivre chaque jour les progrès de notre campagne sur notre site [www.politis.fr](http://www.politis.fr) ou directement sur [www.pour-politis.org](http://www.pour-politis.org)*

Je suis abonné depuis bientôt deux ans et lecteur assidu. Lorsque la campagne pour sauver *Politis* a été lancée, mon père m'a demandé : « Combien tu donnes ? » (il me vole fréquemment mon journal).

Je lui ai répondu : « Un vélo. » En effet, depuis quelque temps, je répare des vélos que des gens jettent à la décharge de mon village et tente de les revendre... Or j'ai vite compris qu'un vélo ne serait pas suffisant, et j'ai donc eu l'idée d'organiser une tombola dans mon IEP ! La collecte a merveilleusement bien fonctionné. Samuel, puis Cocal et Thibault m'ont aidé en ajoutant des gros lots tels qu'un téléphone et 5 kg de patates... Merci aux 60 personnes qui nous ont permis de récolter ces modestes 140 euros.

YOHAN

*Politis* me revigore en apportant toutes les semaines la preuve que, chacun dans notre coin, nous ne sommes pas seuls, nous partageons certaines préoccupations, certaines valeurs, et ça, ça fait du bien, quand tout autour de soi, dès qu'on l'ouvre on se fait traiter de gauchiste... Merci !

AGATHE

Oui, il faut que *Politis* continue ! Vous avez toute notre admiration pour votre ténacité et notre confiance quant à votre indépendance. Il sortira de cette histoire un journal (et son équipe) grand, nous en sommes sûrs, vous aurez le dernier mot.Courage et au plaisir de vous lire encore longtemps.

PIERRE ET SYLVIE

Je ne compte plus les années d'abonnement à *Politis* et je me sentirais dénuqué de ne plus pouvoir le lire.

J'ai le plus souvent été en accord parfait avec son orientation (guerres d'Irak, « non » au référendum sur la Constitution européenne, et j'en passe) à la fois révolutionnaire (dans le sens d'une aspiration à son changement radical en faveur des damnés de la terre), écologique, laïque et humaniste. C'est un journal qui sent bon la liberté, l'égalité et la fraternité.

DIDIER HAGE, SAINT-ESTÈVE

> Pour envoyer vos dons : merci de libeller vos chèques à l'ordre de : Association « Pour *Politis* » et de les envoyer à : Association Pour Politis c/o Politis, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris. *P.-S. : les chèques reçus sont versés sur un compte bloqué. Ils seraient évidemment restitués en cas de malheur...*

> ou bien d'effectuer un virement bancaire (compte ouvert au Crédit Coopératif) :

- intitulé : « souscription Pour Politis » - domiciliation : CREDITCOOP PARIS NATION
- RIB : 42559 00008 21029405309 15
- IBAN : FR76 4255 9000 0821 0294 0530 915 - BIC : CCOPFRPPXXX

# Du côté des lecteurs

# Où en est la souscription ?



Nos confrères de Marianne nous ont apporté leur aide pour le pluralisme de la presse.

Je viens de payer très cher mes travaux dentaires, mes nouvelles lunettes ainsi que celles de mon fils, en attendant de lui changer le scooter qui a perdu la bagarre contre la bagnole qui lui a barré la route. Tout ça après des vacances un peu au-dessus de mes moyens (à 2 000 mètres d'altitude, normal) et une note d'impôts un peu inattendue. Alors, dépêchez-vous d'encaisser ce chèque avant de me le faire regretter ! En cas de problème pour moi, je lancerai une souscription dans ma famille.

DENIS BAILHACHE

Je suis une vieille dame de 83 ans, abonnée depuis deux ans. J'apprécie beaucoup votre engagement aussi bien politique que culturel. Une personne a dit : « *Politis* est indispensable, irremplaçable, unique. »

IRMA PUERTO

La presse d'opinion existe, elle est entre les mains des puissances de l'argent et des tenants de l'hyperlibéralisme.

*Le Monde* est converti aux idées de droite. *Libération* est entre les mains de la famille Rotschild. *Le Nouvel Obs* est du côté de la gauche mondaine. France Inter court après l'audience populaire et relègue l'émission de Daniel Mermet à une heure de faible écoute. Nous qui pensons autrement, que nous restera-t-il si *Politis* disparaît ? Quel porte-parole aurons-nous ?

BERNARD CHARPENTRON

J'apprécie votre combat aux côtés des collectifs antilibéraux à travers le

même donné le numéro que je lisais à un voisin de rame qui était intéressé par un article culturel. Un abonné de plus depuis ? J'ai besoin de *Politis* pour lire une autre information et continuer à croire qu'un autre monde est possible. Longue vie à *Politis* !

NATHALIE LÉMAN

Scoop : la Française des jeux sponsorise *Politis* ! Vendredi 13 : une des rares fois de ma vie où j'ai joué au Superloto. Et j'ai eu 3 bons numéros, soit 8,60 euros. Puisque *Politis* est dans le besoin, les voili, les voilà. Un chômeur longue durée (comme ils disent...)

## Souscription

Lundi 30 octobre, à 17 h, nous en étions à 786 100 euros

Ça alors ! « Nous sommes tous des saumons » : en ouvrant le dernier *Politis*, voyant avec un grand, un immense plaisir que la souscription marche du feu de Dieu (je n'ai jamais oublié que c'est notre ami Fabrice Nicolino et *Politis* qui, les premiers, en octobre ou en novembre 1988, ont parlé de la résistance de SOS Loire vivante au programme de bétonnage de la Loire), je tombe sur votre édito.

Avec une référence au grand Philippe Avron. C'est très beau, aller chercher dans

le monde animal, celui-là en particulier, un poisson complètement négligé, inconnu, inaudible – un poisson, ça vit dans l'eau –, dans notre drôle de pays, pour porter l'image de l'incessante bagarre de votre journal. Le saumon qui remonte, inlassablement le courant, improbable survivant dans le bassin de la Loire (voir p. 27). Le saumon qui, comme *Politis*, a besoin d'un large soutien. Le saumon symbole ; Allez *Politis*, allez les saumons. Une petite aide.

MARTIN ARNOULD

Pour agir, les militants associatifs qui animent la démocratie participative ont besoin de lieux d'expression où la diversité des points de vue puisse s'exprimer. Alors que nous vivons sous le règne de l'image éphémère et de la phrase assassine, la presse écrite d'opinion, celle qui nécessite un effort de réflexion personnelle, est menacée de disparition. Aujourd'hui, *Politis* est dans une situation critique. C'est pour lutter contre la disparition de la presse humaniste, et pour sa diversité, que j'apporte mon soutien à ce journal. A vous d'en faire autant : prenez vos responsabilités !

BERNARD ROUSSEAU, ANCIEN PRÉSIDENT DE FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

JEUDI 2 NOVEMBRE 2006, **Politis**, 5



# Demain, surveillance absolue

Les responsables de 49 Commissions informatiques et libertés se réunissent les 2 et 3 novembre à Londres. Objectif : alerter l'opinion sur les abus du fichage sécuritaire.

« **L'**individu est bien connu des services de police. » En ces temps troublés, en cette période préélectorale qui utilise la « sécurité » comme une arme de destruction massive, cette phrase stigmatisante revient comme un leitmotiv dans les propos de Nicolas Sarkozy ou des syndicalistes de la police interviewés après un incident dans une quelconque banlieue. Elle ne veut strictement rien dire, ne justifiant qu'une suspicion après arrestation ou avant chasse à l'homme. Sans signification judiciaire, elle provient en général de la consultation du Stic, le Système de traitement des informations constatées de la police nationale. Pour figurer dans ce fichier - que n'importe quel policier, y compris le premier flic de France, peut consulter - nul besoin d'être coupable de quoi que ce soit. Il suffit d'avoir été témoin, interpellé et relâché, suspect puis innocenté, gardé à vue quelques heures, mis en examen acquitté ou bénéficiant d'un non-lieu, voire victime dans une affaire de délinquance. Si je porte plainte pour un vol de carnet de chèques, j'entre dans le Stic. Si je commets un excès de vitesse, si je témoigne après avoir été témoin d'une agression, si je suis accusé avant que l'affaire soit classée, je deviens *stricto sensu* « un individu connu des services de police ». Dans son rapport paru au printemps, la Commission nationale informatique et libertés (Cnil) estime le taux d'erreurs de ce fichier à 20 %, et rappelle qu'en 2004, elle a demandé l'éradication du fichier de 1 241 742 signalements personnels n'ayant rien à y faire. De quoi imaginer combien d'adolescents de banlieue ou d'ailleurs, combien de Français peuvent se trouver, tout en l'ignorant, dans ce fichier, alors qu'ils n'ont rien à se reprocher et n'ont jamais été condamnés. Un fichier qui, avec d'autres, décrète automatiquement des interdictions professionnelles.

Alex Türk, sénateur de la majorité et président de la Cnil, s'inquiète des dérives et de sa relative impuissance. Il y a quelques jours, il nous expliquait : « La protection des données, c'est comme l'environnement et la biodiversité : ce qui est peu à peu grignoté ne se reconstitue jamais. Dans le domaine des systèmes de contrôle



Contrôle biométrique à la cantine du lycée Jules-Fil, à Carcassonne.

et de fichage,  $1 + 1 = 3$ , car il y a toujours des synergies, des croisements de fichiers que l'on ne discerne pas, des conséquences que l'on ne voit pas tout de suite. Imperceptiblement, notre société se transforme et elle va se réveiller engluée dans un réseau de fichiers et de contrôles, et au final, on aura laissé amputer notre vie privée et notre identité. » Les 2 et 3 novembre, les responsables de 49 Cnil, quels que soient leurs noms dans chaque pays, se retrouvent à Londres pour leur conférence annuelle. Elles ne manqueront pas de sujets d'inquiétude. Dans sa lettre d'invitation, le représentant de la Commission anglaise écrit : « Nous allons entendre une série d'interventions provocantes sur un thème qui est l'un des plus ambitieux concernant la protection des données et de la vie privée. Où et comment doivent être tracées les frontières au moment où les

avancées technologiques et les initiatives des secteurs public et privé menacent d'établir une société de surveillance ? » Dans une Grande-Bretagne qui compte 3 millions de caméras de vidéosurveillance et un dispositif analysant en permanence les plaques d'immatriculation des véhicules en circulation, voilà effectivement un excellent titre de conférence ! D'autant plus que les études expliquent, là-bas et en France, que les caméras n'ont aucune influence sur la délinquance s'accumulent. Mais l'essentiel est évidemment de « surveiller ».

Face aux remises en cause de notre vie privée, la Cnil (en France) ne dispose que de 85 personnes pour travailler, soit cinq fois moins qu'en Allemagne. Pas de quoi limiter les empiètements grandissants du

ministère de l'Intérieur, des grandes surfaces, des banques, des organismes de crédit, de la Sécurité sociale, des entreprises qui fichent leurs salariés, des opérateurs de téléphone et d'Internet. Comme une marée montante que nul ne peut ou ne veut endiguer. Une gigantesque inondation qui laisse indifférente la majorité de la population. Notamment les plus jeunes, qui persistent à penser, comme le regrette Alex Türk, que la toile informatique n'est rien d'autre qu'un immense espace convivial, alors qu'elle fonctionne comme un moyen indolore de répertorier nos identités et nos habitudes. Pour les revendre aux plus offrants. Partout, le filet informatique se resserre. À tel point qu'aujourd'hui, la Résistance de la Seconde Guerre mondiale ne serait plus possible. La carte Vitale 2, présentée comme un futur remède au déficit de la Sécu, n'est rien d'autre que l'amorce de la dissémination du fichage de santé de tous les Français : en direction des entreprises, des assureurs, des mutuelles et de l'État. Cette « carte miracle » qui coûtera plusieurs centaines de millions d'euros se transformera dans quelques années en une « carte santé à points », qui rationnera automatiquement les consultations, les examens médicaux et les médicaments. Tous cernés : jusqu'au jour où, comme dans certains hôpitaux américains et dans une célèbre boîte de nuit barcelonaise, nous serons tous équipés d'une puce électronique, la VeryChip, implantée sous la peau et déclinant notre identité à des lecteurs spécialisés. Le fichage absolu est pour demain.

CLAUDE-MARIE VADROT

## « La vague sécuritaire pourrait nous submerger »

Président de la Cnil, Alex Türk a rédigé une vigoureuse adresse de seize pages pour la conférence de Londres les 2 et 3 novembre. Son objet est de préparer l'instauration d'un organisme international permanent de contrôle des dérapages informatiques.

« Nous sommes confrontés à une immense vague technologique qui bouleverse, sur son passage, nos traditions juridiques, l'application de nos concepts et, pour finir, les grandes certitudes que nous pouvions encore entretenir, nous, Autorités de protection des données, sur l'effectivité de notre action. Et voici que, peu après la tragédie du 11 Septembre et des autres attentats terroristes survenus par la suite, est apparue une seconde vague que l'on pourrait qualifier de "sécuritaire" et qui a déclenché, depuis cinq ans, un mouvement profond, au sein des pouvoirs publics de nombreux États, en faveur d'un accroissement des moyens d'action en matière de lutte antiterroriste. Bien entendu, il ne s'agit, en aucune manière, de contester le bien-fondé même de ces politiques qui répondent aux attentes de nos concitoyens. [...] Mais cette vague "sécuritaire", normative cette fois, qui s'est traduite par la création ou l'extension de nombreux fichiers et la mise en place, au profit des autorités de police, de nouveaux moyens d'investigation dans les systèmes d'information, pourrait bien submerger nos Autorités. On éprouve, souvent, un sentiment d'incompréhension lorsque l'on constate que nos Autorités de contrôle, faute de moyens suffisants, ne peuvent accomplir correctement toutes leurs missions. [...] Nos Autorités doivent se battre contre le mirage du "fichier, remède miracle". On dit parfois que lorsque l'autorité publique est confrontée à un problème elle crée une commission. Désormais, à cette propension s'ajoute un nouveau réflexe : la création d'un fichier ! [...] Comment dès lors faire prendre conscience aux exécutifs et aux législatifs que la création de fichiers, lorsqu'ils concernent potentiellement des millions de personnes, appelle au préalable une réflexion de fond et une évaluation à la fois de la mesure et de la technique utilisée ? L'exemple de la biométrie est sur ce point révélateur : considérée comme la panacée en matière d'identification et d'authentification, alors même qu'elle n'a jamais fait l'objet d'une évaluation officielle, concertée sur le plan international, la biométrie est aujourd'hui amenée à se développer massivement sans qu'aucune réflexion réelle n'ait été conduite sur les conséquences. »

A. T.



APR

Manifestation contre la directive Bolkestein en février 2006, à Hendaye.

# L'Europe capitule

UNION EUROPÉENNE. La commission du marché intérieur du Parlement européen a avalisé, sans amendement, la directive Bolkestein.

LA COMMISSION de Bruxelles s'en est réjouie. La version retenue de la directive Bolkestein, avalisée dans la soirée du 23 octobre par la commission du marché intérieur (Imco) au Parlement européen, consacre son modèle de « marché libre [qui] offre un plus grand choix et de meilleurs services à des prix plus bas aux consommateurs ». Ce nouvel épisode dans le parcours d'adoption de la directive Bolkestein signe une « capitulation » du Parlement, ont vivement réagi Pierre Jonckeer et Heide Rühle, vice-présidents du groupe des Verts au Parlement européen. Ce texte de compromis continue « de faire la part belle à la dérive libérale dans le secteur très sensible des services », estime pour sa part Francis Wurtz, président de la Gauche unitaire européenne et de la Gauche verte nordique (GUE-NGL). « On se trouve en présence de la dérégulation la plus massive jamais imposée au secteur des services en Europe et de la plus forte dépossession de pouvoir infligée aux pouvoirs locaux, régionaux et nationaux », monte d'un ton Raoul Marc Jennar, de la Fondation Copernic.

Que s'est-il passé ? Les conservateurs et libéraux du parti populaire européen (PPE) et de l'Alliance des libéraux et des démocrates d'Europe (Alde) ont avalisé un texte préparatoire à l'adoption définitive de la directive Bolkestein, sans les garanties exigées par la gauche. La commission parlementaire Imco n'a retenu aucun des quarante-trois amendements qui ont été présentés par la sociale-démocrate Evelyn Gebhardt, rapporteuse du texte au Parlement, les Verts et les socialistes européens. La manœuvre évite une procédure dite de « conciliation », qui permettrait

de revoir le contenu de la directive. Et, pour éviter d'éventuelles réticences du Parlement, la Commission a accepté une simple « clarification » des points litigieux, qui ne l'engage à rien. Ainsi, tout est prêt pour une adoption de la directive Bolkestein en seconde lecture au Parlement. Le texte qui sera proposé au vote de seconde lecture en assemblée plénière, pendant la semaine du 13 novembre, sera donc la position commune du Conseil européen et de la Commission de Bruxelles. La Confédération européenne des syndicats (CES) a déploré ce coup de Jarnac qui « n'a pas intégralement respecté l'accord conclu au Parlement en première lecture », et qui a permis de rejeter, « entre autres, les amendements proposés pour une plus nette exclusion du droit du travail et des services sociaux de la directive, et pour un plus grand respect des droits fondamentaux ». La version proposée par les États membres et la Commission laisse, en effet, de nombreuses zones d'ombre. Le « principe du pays d'origine » (PPO) ne figure certes plus dans cette dernière mouture de la directive Bolkestein, qui n'affirme pas non plus la primauté du droit du pays d'accueil des prestations de services. L'ambiguïté du texte « aboutirait à conférer une compétence en la matière au niveau communautaire, alors que les traités l'excluaient en théorie, et cela peut conduire à ce que la directive sur les services s'applique au droit du travail ! », s'inquiète Yves Veyrier, secrétaire confédéral FO siégeant à la CES. Ce serait une porte ouverte au retour du PPO, au gré de la jurisprudence à venir de la très libérale Cour de justice européenne.

THIERRY BRUN



# Laisser-faire au Darfour

**SOUDAN.** Le manque de volonté des Nations unies pour imposer des sanctions à Khartoum conduit à l'extension du conflit.



Un soldat de l'Union africaine monte la garde près du village de Fakili, au Darfour, en juin 2006.

À DÉFAUT DE POUVOIR INTERVENIR dans le conflit qui embrase la province soudanaise du Darfour, faute de volonté de la part de ses principaux membres, l'Organisation des nations Unies (ONU) parviendra-t-elle à empêcher la propagation des combats aux pays voisins ? Lundi, alors qu'elle venait juste de décider l'envoi de missions d'observation au Tchad et en Centrafrique pour y envisager le déploiement de casques bleus, de nouveaux et violents affrontements opposaient, dans l'Est tchadien, l'armée de N'Djamena aux rebelles du Darfour, qui y ont leurs bases.

Le Conseil de sécurité a bien autorisé, le 31 août, le déploiement au Darfour de 17 000 casques bleus. L'enjeu étant de relayer la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS), qui n'arrive pas à enrayer un conflit opposant, depuis 2003, diverses factions rebelles au gouvernement de Khartoum et à ses milices. Mais le Président soudanais, Omar Hassan Mohamed al Bashir, refuse toujours cette intervention, qu'il présente comme une ingérence des « ennemis du Soudan » visant à déstabiliser le pays. Il ne consent qu'à un renforcement de l'appui de l'ONU à l'inefficace MUAS. Or, depuis la rentrée, les membres du Conseil de sécurité ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à imposer de gré ou de force une mission de paix de l'ONU au Soudan. Les États-Unis, en particulier, rechignent à froisser le gouvernement soudanais, qui lui fournit de précieux renseignements pour sa « guerre contre le terrorisme » international. Khartoum a donc les mains libres au Darfour. Les massacres, les maladies et la malnutrition, qui ont déjà fait plus de 200 000 morts, devraient continuer.

« Je ne pense pas que Bashir va changer d'avis et accepter un déploiement onusien au Darfour », estime Suliman Bado, spécialiste du Soudan à l'International Crisis Group, organisation de résolution des conflits qui prône des sanctions ciblées contre les responsables soudanais pour les pousser à accepter l'intervention de casques bleus. « Il a fait le serment solennel au nom d'Allah, devant la population, de s'y opposer jusqu'à son dernier souffle, poursuit-il. Il sait bien que les Nations unies ne vont pas intervenir de

force et qu'il n'y a pas de volonté politique pour des sanctions sérieuses. Il sait aussi que la diplomatie internationale n'a pas de solution de rechange si elle n'obtient pas le feu vert du Soudan. Le régime garde donc l'initiative. Les revers militaires de l'offensive menée par son armée vont tout simplement encourager un retour massif des milices et la continuation des tentatives de déstabilisation du Tchad pour couper les lignes d'approvisionnement et de soutien aux rebelles. Ce qui implique une intensification de la violence, que l'on constate déjà, et des risques énormes pour les populations civiles. De nouvelles atrocités à grande échelle sont à craindre. »

La situation humanitaire dans la région est critique. Au Tchad, réfugiés et déplacés sont plus de 250 000, tandis qu'au Darfour, deux millions de personnes continuent de vivre dans des camps de déplacés, selon Médecins sans frontières (1). L'ONG décrit une situation sanitaire correcte, mais des conditions de vie très précaires. Surtout, les violences s'intensifient. « La situation s'est grandement dégradée depuis mai 2006, explique Jean-Sébastien Matte, chef de mission MSF dans l'Ouest Darfour. Au lieu de ramener la paix, l'accord signé à cette date entre le gouvernement soudanais et un seul des groupes rebelles a plutôt produit l'effet contraire. Les factions non-signataires se sont fragmentées et se battent entre elles, ce qui a des répercussions pour la population mais aussi pour nous, les humanitaires. Les incidents visant les organisations d'aide se sont d'ailleurs multipliés au cours de ces derniers trois mois. Attaques, passages à tabac, vols : nous sommes de plus en plus la cible d'agressions. Depuis mai, pour l'ensemble des acteurs de l'aide, plus de douze incidents meurtriers ont eu lieu, soit plus que sur les deux années précédentes. » À l'heure où les responsables politiques des pays piliers de la communauté internationale montrent qu'ils sont prêts à s'indigner, mais pas à prendre les mesures nécessaires via l'ONU pour arrêter le conflit du Darfour, la pression des ONG et de l'opinion publique ne doit pas se relâcher. Peut-être la menace sur deux pays amis, le Tchad et la Centrafrique, poussera-t-elle la France à s'impliquer davantage ?

DANTE SANJURJO

(1) Voir [www.msf.fr](http://www.msf.fr)

# Lula superstar

**BRÉSIL.** Triomphalement réélu, le Président devra conduire des réformes essentielles.

AVEC PRÈS DE 61 % DES SUFFRAGES EXPRIMÉS, Lula a été reconduit sans bavure, dimanche 29 octobre, à la tête du Brésil, laissant même au social-démocrate Alckmin moins de voix qu'au premier tour. Affaibli par le scandale de corruption qui a décimé son équipe de campagne, laissant échapper sa réélection au premier tour du 1<sup>er</sup> octobre à 1,35 % près, Lula aura fait bien mieux qu'assurer l'essentiel : pendant les quatre semaines de campagne de l'entre-deux tours, il est parvenu à s'assurer un viatique politique inespéré pour son second mandat. Déjà quelque peu conforté, lors des législatives du 1<sup>er</sup> octobre (un tour unique), par le faible recul de son parti (Parti des travailleurs, PT) et la bonne tenue de ses alliés, le Président sortant peut s'attribuer une large part du bilan inédit de l'élection des gouverneurs d'État, dont 10 sur 27 restaient encore à élire lors du second tour : le PT décroche la victoire dans 5 États (13,2 % de la population), alors qu'il n'en dirigeait que trois (3,2 % de la population) en 2002. Avec les « lulistes » ralliés, le Président peut compter sur l'appui précieux de 16 États, dans un pays où le fédéralisme est une puissante contrainte pour le gouvernement central.

La campagne du second tour, beaucoup plus politisée que celle du premier tour, a montré aux classes populaires et aux militants de gauche un Lula soudain plus séduisant. Militant sur le retour, toujours excellent orateur, il a promis de « corriger les erreurs » – la corruption de son entourage a menacé son poste en 2005 –, et de gouverner « pour tous les Brésiliens », mais d'abord « pour les plus pauvres ». Traduction de son entourage : l'ère de la stabilisation macroéconomique du pays serait ainsi révolue, pour ouvrir celle de la croissance et de la redistribution.

Il faudra attendre pour mesurer la portée réelle de ces discours, déjà émis dès la deuxième année du gouvernement Lula... Une certitude, cependant : principal artisan de son succès, le président réélu devra aller vite en besogne pour exploiter son crédit politique. À l'approche de la présidentielle de 2010 (où il ne pourra plus se représenter), ses alliés – de circonstance pour un certain nombre – devraient rapidement lui négocier leur soutien. Aussi, Lula a-t-il d'ores et déjà entamé des discussions avec les partis afin de réformer un système politique régulièrement secoué par des scandales comme ceux qui auraient pu lui être fatals, mais sur lesquels il aura magistralement rebondi.

PATRICK PIRO



Lula a promis de gouverner d'abord pour les plus pauvres.

## À CONTRE-COURANT

Chaque semaine, un économiste à « contre-courant » du libéralisme dominant propose son analyse de l'actualité.

# Pour le Smic, à bas la PPE !



LIEM HOANG-NGOC  
Maître de conférences à l'université de Paris-I

Thomas Piketty fait figure, aux yeux du grand public, d'économiste hétérodoxe pour avoir montré que l'impôt sur le revenu (IR) n'était pas l'ennemi de la croissance. Pendant l'âge d'or de l'État social, l'IR a en effet empêché la concentration du revenu et permis d'euthanasier provisoirement la classe

des rentiers, héritière de la fin du siècle de Balzac et de Zola. Le grand public connaît moins les recommandations de Thomas Piketty en matière d'emploi. Celles-ci ne dérogent en rien aux canons de la pensée unique. Dans sa chronique publiée lundi 23 octobre dans *Libération*, il attaquait violemment la proposition d'une augmentation significative du Smic contenue dans le projet du parti

socialiste, tout en défendant la prime pour l'emploi (PPE), que le même projet propose implicitement de supprimer. La ritournelle récitée à l'encontre de la hausse des bas salaires est désormais connue. Pour les tenants de la pensée unique, le chômage structurel est assurément dû à un problème de « coût du travail non qualifié » excessif. En raison des mécanismes d'indexation du salaire minimum, les entreprises qui désirent embaucher les chômeurs en sont empêchées. Il faut donc réduire le coût du travail non qualifié, sans pour autant supprimer le Smic, car cela s'avérerait impopulaire. La solution passe alors par la modération des hausses de Smic et par de multiples exonérations de « charges » sur les bas salaires, qui coûtent plus de 20 milliards par an au budget de l'État. Leur effet sur l'emploi est pourtant négligeable, comme l'a constaté un récent rapport de la Cour des comptes, tandis que s'installent trappes à bas salaires et à faibles qualifications !

Ces vingt-cinq dernières années, les deux phases au cours desquelles l'emploi a significativement repris furent 1988-1991, lorsque le contre-choc pétrolier améliora le pouvoir d'achat des ménages et les trésoreries des entreprises, et 1998-2001, lorsque la Banque centrale européenne desserra

exceptionnellement sa politique monétaire. Ces deux phases sont celles où le taux de croissance de l'économie avoisina son taux potentiel, de l'ordre de 3 %. Entre 1998 et 2001, sur les deux millions et demi d'emplois créés, les « baisses de charges » expliquent la création de moins de 200 000 emplois, bien moins que la réduction du temps de travail (300 000 emplois) et la reprise de la croissance (deux millions d'emplois).

En bons croyants, nos experts continuent pourtant de prêcher la baisse du coût du travail et d'autres réformes structurelles, qui se sont déjà essayées à défaire le droit du travail. Consents de la grogne populaire, certains inventèrent en 2000, dans la foulée du rapport Pisani-Ferry, la prime pour l'emploi comme moyen de redistribuer du pouvoir d'achat aux classes laborieuses sans que cela ne se traduise par une augmentation du coût du travail supporté par les entreprises. Mesure en

apparence « sociale », la PPE est une disposition néolibérale instaurée en contrepartie de la fiscalité avantageuse sur les stock-options et des baisses d'impôts octroyées à l'époque aux classes aisées. Elle est l'embryon d'un « impôt négatif » accordée aux travailleurs pauvres dans le cadre des politiques de discrimination positive. Elle n'apporte aucun supplément de revenu aux chômeurs, culpabilisés de refuser des emplois que les entreprises pilotées par les nouveaux actionnaires sont désormais incapables de créer. Applaudie et mensuralisée par la droite, la PPE assoit la flexibilité des bas salaires, que les entreprises peuvent désormais se passer d'augmenter. Si l'on n'y prend garde, ce type d'impôt négatif pourrait menacer le système d'indemnisation chômage, dès lors qu'il est admis que la PPE incite tous ceux qui le désirent à obtenir un emploi... Ce que laisse présager la baisse de la durée et du

montant des allocations chômage, recherchée par le Medef dans les négociations de la convention Unedic. Dans un autre rapport portant sur l'efficacité et la gestion de la prime pour l'emploi, la Cour des comptes livrait pourtant un verdict sans appel : « L'efficacité du dispositif apparaît limitée au regard de chacun de ses deux objectifs : la prime semble n'avoir qu'un faible impact sur l'offre de travail et l'emploi, et n'améliore que marginalement le revenu de ses bénéficiaires.

ICI...

## Hypocrisie

Contrairement à ce qu'ont depuis laissé entendre les commentateurs, le public de la réunion socialiste du Zénith n'était pas uniquement composé de méchants strauss-kahniens et de furieux fabusiens. Les supporters de Ségolène Royal ont même été les premiers et les plus acharnés à scander le prénom de leur championne, et à huer et siffler Laurent Fabius à chaque évocation du référendum européen. *Politis* était bien placé pour le constater. Un de ces excités a d'ailleurs passé ensuite la moitié de la réunion en compagnie du député Christophe Caresche, l'un des porte-parole de la candidate. Il y a de l'hypocrisie à se plaindre de comportements que l'on encourage.



Julien Dray

## Attrape-gogos

Julien Dray accuse Dominique Strauss-Kahn de défendre des convictions « à géométrie variable » : « Lui qui était le plus fervent défenseur du "oui" au référendum européen est aujourd'hui prêt à faire alliance avec les partisans du "non", dont il demandait l'exclusion il y a un an. » Dray oublierait-il que sa candidate, Ségolène

Royal, la première, a prétendu vouloir réconcilier les « oui » et les « non » dans son état-major de campagne ? À moins qu'il ne dise tout simplement que la réconciliation ne peut-être que de façade. Et qu'elle n'est qu'un attrape-gogos de plus...

## Tous chinois ?

Lu dans *Libération* (28 octobre), cette confidence de Bernadette Chirac à son ami Serge Dassault, lors de la visite présidentielle en Chine : « Vous avez-vu Serge, les chantiers de Pékin ? Ils travaillent jour et nuit ces Chinois. Jour et nuit... Et, pendant ce temps-là, nous, en France, on dort. Il faut arrêter cette décadence du travail chez nous. » C'est sûr, y a plus qu'à s'aligner !

## Spécialiste

« Si Nicolas Sarkozy n'hésite pas à se réapproprier certaines de mes thèses, il ne va jamais jusqu'au bout », estime Jean-Marie Le Pen dans *le Journal du dimanche* (29 octobre), qui ajoute : « Malgré les apparences, le discours de Ségolène Royal n'est pas très différent lorsqu'elle parle d'encadrement militaire, d'autorité ou d'ordre. » Le président du FN ne doute d'ailleurs pas que les deux candidats prédesignés par les sondages ont « en commun leur démagogie criante ». Parole de spécialiste.

## ...ET AILLEURS

## Israël : à droite toute !

C'est fait ! Le chef du parti d'extrême droite Israël Beitenou, Avigdor Lieberman, a fait son entrée au gouvernement d'Ehoud Olmert. Et comme vice-premier ministre s'il vous plaît ! L'arrivée de l'homme qui propose de « noyer les prisonniers palestiniens dans la mer Morte » et de bombarder le barrage d'Assouan (en Egypte) n'a pas ému grand-monde. Pas de protestation du côté de l'Union européenne et des États-Unis. Quant aux travailleurs israéliens, ils restent au gouvernement sans piper mot. Seul le ministre travailliste de la Culture, Ofir Pinès-Paz, a démissionné en dénonçant la « plateforme raciste » d'Israël Beitenou. « Je n'avais pas d'autre choix que de rester fidèle à la voie que j'avais choisie », a-t-il déclaré.



# L'important, c'est de participer ?

**SOCIÉTÉ.** Avec ses « jurys citoyens », Ségolène Royal a jeté un fameux pavé dans la mare. Inspirés des expériences menées en Amérique latine et à Berlin, ces jurys auraient néanmoins un rôle plus consutatif que décisionnel. Réelle avancée vers la démocratie participative ? Ou brillant coup de pub ?

**C'EST LE PARADOXE** de toute campagne électorale. Le soupçon règne en maître. Et, il faut bien le dire, en collant aux sondages, et avec quelques formules suicidaires du genre « *mon opinion sera celle des Français* », Ségolène Royal n'a rien fait pour désamorcer les procès en démagogie. Du coup, ses « jurys citoyens » sortis d'une boîte à idées, dimanche 22 octobre, lors d'un débat à la Cité de la réussite, sont éminemment suspects. Il faut batailler avec soi-même pour examiner l'idée pour ce qu'elle est, et non comme un racolage de plus dans un contexte empoisonné. Accordons au moins ce crédit à la candidate à la candidature : si tout le monde convient que la représentation politique est en crise, il faut bien imaginer quelque chose. Si, après quinze ans de chiraquisme, la parole politique est à ce point décrédibilisée, il faut bien se demander s'il n'est point temps de baliser le mandat électoral de quelques passages obligés. Que dit Ségolène Royal ? Elle veut, nous dit-elle, « *clarifier et préciser la façon dont les élus pourraient être obligés de rendre des comptes à intervalles réguliers avec des citoyens tirés au sort, qui évaluent les politiques publiques* ». Une note de sa conseillère Sophie Bouchet-Petersen précise que le but de ces jurys est « *d'élargir le cercle au-delà des professionnels de la participation (militants et couches moyennes diplômées) et de refléter la diversité sociale en incluant les catégories ordinairement exclues des dispositifs de participation fondés sur le volontariat* ». À ceux qui, à droite comme à gauche, taxent ce projet de populiste, Ségolène Royal rétorque « *ne pas avoir peur du peuple* » et fonde sa proposition sur le « *savoir d'usage* » des citoyens.

Que l'argument fasse recette ou pas, il lui permet d'apparaître comme la candidate du renouvellement face à des concurrents obligés de « réagir » plus que de proposer. De plus, dans le contexte actuel de la fracture entre les élites politiques et le peuple, l'égérie des sondages se place à la pointe du débat en se réclamant de la « démocratie participative ». Ce thème, cher à la gauche altermondialiste, lui procure bien une manière engagée et nouvelle de répondre à ce que l'on appelle « la crise » de la représentation politique. Est-ce une simple opération de « com » ? Ou bien, au contraire, l'idée lancée par Ségolène Royal est-elle un moyen de changer le rapport entre gouvernants et gouvernés ? Marion Gret, qui a écrit un livre avec Yves Sintomer – l'un des théoriciens de la démocratie participative (voir notre entretien) – sur l'expérience de Porto Alegre, se dit « *agacée* » : « *Je pensais que ce serait plus intéressant. Et puis, la question du tirage au sort pose problème : sur quelles bases aura-t-il lieu ? De plus, il semble que ces jurys resteront essentiellement des assemblées consultatives. Qu'est-ce que ça comporte comme réelle forme de pouvoir ?* » Avec le tirage au sort, l'entourage de Ségolène Royal fait référence à la démocratie directe de la Grèce antique. Cependant, il faut rappeler que seuls les magistrats et les chefs



Des « jurys citoyens » permettraient-ils de résoudre la crise de la représentation politique ?

de guerre étaient tirés au sort. Quant à l'agora, elle n'était pas un « *panel* » selon l'expression de la candidate, mais bien la totalité des citoyens athéniens à l'exception notable des esclaves, sur lesquels reposait toute l'économie antique. La particularité de la démocratie grecque n'était pas tant le contrôle des gouvernants que l'exigence de rotation dans les charges officielles : chaque citoyen étant considéré comme capable de gouverner. Même si les « jurys citoyens » effacent la distinction entre gouvernants experts et peuple ignorant, cela grâce à la notion de « savoir d'usage », ils ne donnent pas aux citoyens la réelle possibilité de gouverner, mais seulement d'émettre un avis sur l'action des élus.

L'autre référence des partisans de la présidente du Poitou-Charentes est celle des « conseils de quartier » de Berlin, qui existent depuis 1990. Cependant, ces conseils n'ont pas pour objectif d'évaluer la politique des autorités mais de donner aux habitants des quartiers défavorisés une responsabilité décisive dans l'attribution des subventions publiques. Cet exemple se rapproche davantage de la démocratie participative comme elle peut exister en Amérique latine. À Berlin, ces conseils regroupent une trentaine de quartiers dans le but de faire participer les milieux populaires à l'organisation de la ville en son entier, et de résoudre ainsi les inégalités sociales et écono-

miques, qui sont souvent à l'origine des crises de régime politique. D'autre part, un budget de 21 millions d'euros est alloué : il ne s'agit pas d'un contrôle après-coup des élus mais d'une tentative de codécision d'élus-citoyens sur un budget précis.

Mais, alors, en quoi consiste vraiment ce jury citoyen façon Ségolène Royal ? Pour Jean-Blaise Picheral, du réseau Démocratisons radicalement la démocratie (DRD), « *Ségolène Royal veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Il n'y a pas pire pour décrédibiliser la démocratie participative. Elle instrumentalise un thème qui commence à prendre de l'importance, mais ce sont toujours les vieux abus d'une social-démocratie qu'on veut remaquiller. La démocratie participative, c'est vouloir construire les conditions de gouverner avec le peuple et non pas à la place du peuple. Elle exige de mettre en délibération les vrais enjeux sociaux et économiques de la société, et œuvre pour une meilleure répartition des richesses, comme c'est le cas à Porto Alegre, où les forums citoyens réunissant les habitants de tous les quartiers de la ville ont conduit à renforcer les budgets des quartiers défavorisés* ». Si les enjeux de la démocratie participative ne sont pas ceux de la proposition, alors que sont-ils ? Jean-Blaise Picheral compare l'idée de Ségolène Royal à l'initiative d'André Santini, le député maire d'Issy-les-Moulineaux. Depuis quelque temps, « *les téléspectateurs peuvent, grâce à une "web TV", donner*

leurs opinions sur des propositions lors du conseil municipal », comme dans un sondage en direct. Plus qu'une construction en commun d'une société égalitaire, l'idée se rapproche davantage du spectacle de la démocratie d'opinion, où le but est de rechercher l'assentiment du public grâce à des techniques de communication. Ségolène Royal a parfaitement cerné les enjeux de la présidentialisation du régime, qui, avec le quinquennat, personnalise un peu plus l'élection. On assiste aujourd'hui à une nouvelle mise en scène de la démocratie représentative. D'un côté, il faut se placer en rupture grâce à des propositions chocs. L'objectif est de représenter l'individu moderne « seul contre tous », comme l'ont compris également Nicolas Sarkozy et Jean-Marie Le Pen. De l'autre, il faut parvenir à se définir comme le candidat de l'opinion. C'est le rôle du discours sécurisant de « l'ordre juste » dans lequel il faut ranger, par cohérence, cette idée de contrôle et de surveillance des élus.

JEAN-BAPTISTE QUIOT

## Le budget participatif des lycées

La présidente du Poitou-Charentes a fait de sa région le laboratoire de ses propositions sur la démocratie participative. Elle s'en est même approprié le concept, comme en témoigne son site Internet : « *Démocratie-participative* ». Le budget participatif des lycées a été créé en 2005 et il concerne 93 établissements, qui regroupent 50 000 élèves. « *Lycéens et lycéennes, personnels enseignants et non enseignants, parents d'élèves ont choisi ensemble les projets qu'ils estimaient prioritaires pour mieux vivre et travailler au lycée* », explique la candidate à l'investiture du Parti socialiste. L'action semble concrète, puisqu'elle est assortie d'un budget de 10 millions d'euros. La méthode est simple. Deux réunions sont organisées dans chaque établissement. Une première, ouverte à tous ceux qui ont un rapport avec le lycée, au cours de laquelle les « usagers » exposent leurs besoins et leurs idées. Puis, dans une seconde rencontre, la région chiffre le coup des projets, et les priorités sont soumises au vote des participants. Enfin, l'assemblée régionale vote le financement des choix ainsi retenus. Grâce à cette « révolution » participative, un lycée a vu la naissance d'un journal des élèves, un autre la rénovation d'un terrain de basket. Pour Jean-Blaise Picheral, de DRD, « *ce budget est un semblant de participation. La délibération n'a lieu qu'à l'intérieur d'un seul lycée. La démocratie participative a plus d'ambition, car elle met en jeu la "priorisation" des besoins. Elle doit faire intervenir la codécision et l'exigence d'égalité entre les citoyens. L'expérience aurait été intéressante si, sur l'exemple de Porto Alegre, elle avait permis de réunir dans un même forum tous les lycées de la région afin de mieux répartir les richesses entre les établissements riches et ceux des banlieues, par exemple* ». Alors s'il vous plaît, madame la démocrate, encore un effort...

J.-B. Q.



Ayant accompagné l'action de Ségolène Royal sur le budget participatif des lycées de Poitou-Charentes, le sociologue Yves Sintomer explique ce que représentent les « jurys citoyens » proposés par la candidate.

## ENTRETIEN

# « Pas encore de jurys citoyens permanents »

En quoi consistent les « jurys citoyens » proposés par Ségolène Royal ? Yves Sintomer : Le jury citoyen est un dispositif inventé parallèlement en Allemagne et en Angleterre dans les années 1970. Près de 300 expériences du type ont eu lieu, depuis, en Europe. L'idée consiste à réunir un groupe réduit de citoyens (entre une quinzaine et une cinquantaine) sélectionnés par tirage au sort à partir des listes électorales ou, mieux encore, des listes d'habitants (lorsqu'elles existent). Il leur est ensuite demandé d'approfondir une question publique importante ensemble, souvent de planification locale. Pendant deux ou trois jours, le jury auditionne des experts, des politiques ou des associatifs ayant des avis contradictoires sur la question, et travaille en petits groupes ou en assemblée générale durant les auditions ou à huis clos. Il remet ensuite un avis motivé que l'autorité publique qui l'a convoqué doit prendre en compte ou, du moins, expliquer dans quelle mesure elle l'intègrera, ou pas. Il existe certaines variantes, comme à Berlin, où la procédure n'est pas consultative mais bien décisionnelle : chaque jury citoyen dispose d'un demi-million d'euros à attribuer à des projets dans un quartier ciblé par la politique de la ville. Ségolène Royal propose une autre variante, où le rôle de ces jurys serait d'évaluer et de contrôler l'activité des élus. Cela rappelle la démocratie athénienne, où le tirage au sort était (avec les élections et l'assemblée générale) un des trois piliers de la démocratie et servait notamment à constituer des « tribunaux » qui contrôlaient l'activité des personnes ayant des charges publiques, qu'elles soient élues ou elles-mêmes désignées au sort...

Quels ont été – ou sont – les principaux exemples en Europe ?

La plupart du temps, ce sont des expériences ponctuelles où l'on réunit un jury pour une question bien précise, pour, généralement, le dissoudre ensuite. On pourrait bien sûr concevoir un jury citoyen permanent, mais cela n'a jamais été fait. Les jurys citoyens ont surtout été mis en œuvre en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Espagne. En France, les expériences de jury citoyen ont souvent eu lieu dans le cadre de procédures de budget participatif. Un exemple, qui se rapproche un peu de ce qu'a proposé Ségolène Royal : à Pont-de-Clay, près de Grenoble, un

conseil participatif a été constitué avec des membres tirés au sort. Il s'articule d'un côté avec le conseil municipal et, de l'autre, avec les conseils de quartier. La participation ne se limite alors plus au seul niveau microlocal, mais se déploie au niveau de la commune. Sur une échelle plus large, un jury citoyen a été organisé au niveau du Land de Bavière pour discuter du droit des consommateurs. Il faut préciser qu'à Berlin le dispositif est mixte : la moitié des citoyens sont tirés au sort, l'autre moitié représentent des associatifs ou des réseaux. On peut enfin citer l'exemple du jury citoyen qui, dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, autour de la place Stalingrad, a discuté des problèmes de toxicomanie de rue dans le quartier. Comme dans la plupart des cas en France, les jurés ont été tiré au sort parmi une liste de volontaires, ce qui en transforme complètement le sens, puisque l'un des objectifs du tirage au sort est d'obtenir une grande diversité de participants. En tirant au sort des volontaires, on risque de retrouver souvent les mêmes personnes. A l'étranger, on tente d'impliquer des personnes très diverses, en faisant l'effort de convaincre celles tirées au sort de participer. En France, on procède à rebours !

Quel bilan tirer de ces expériences ?

Les résultats sont très contrastés. Dans certains cas, comme à Berlin, où le jury avait une portée décisionnelle, ou quand les élus s'y sont *de facto* engagés, les propositions ont débouché sur des actes. Dans d'autres cas, les jurys citoyens ont permis de faire exister un dialogue et, par conséquent, de faire entendre une voix supplémentaire aux côtés de celles des associations, des lobbies, des partis... Les décisions des élus ne suivent pas directement les recommandations du jury, mais elles rendent quand même des comptes. Il arrive aussi parfois que rien ne sorte de cette initiative qui se trouve tout simplement réduite à la communication. Ce n'est pas la majorité des cas, mais cela existe !

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER DOUBRE

À lire : *Démocratie participative et gestion de proximité. Une perspective comparative, sous la direction de Marie-Hélène Bacqué, Henry Rey et Yves Sintomer, La Découverte, « Recherches », 316 p., 28,50 euros.*



# Dossier

Le dérèglement climatique fait irruption dans le débat politique et sociétal français. Alors que s'ouvre à Nairobi, le 6 novembre, la conférence annuelle des Nations unies consacrée à la question, les présidentiables font assaut de convictions écologistes. De leur côté, les associations françaises participent, pour la première fois, à la journée internationale d'actions organisée en prélude, le 4 novembre.

CLIMAT

## Dans l'air du temps

UN DOSSIER COORDONNÉ PAR PATRICK PIRO



C'est y est : la menace climatique semble avoir enfin franchi le rempart de l'indifférence politique. À gauche comme à droite, à quelques mois de la présidentielle, on lance des ballons d'essai, on parle de l'urgence à passer à la vitesse supérieure en matière d'environnement, et particulièrement à propos de la « mère » des préoccupations : le dérèglement du climat.

Le 6 octobre, s'ouvrent à Nairobi (Kenya), et pour onze jours, les conférences annuelles de suivi de la Convention sur les changements climatiques des Nations unies et du protocole de Kyoto (voir encadré). À cette occasion, la communauté militante internationale, comme elle le fait depuis quelques années maintenant, appelle à une grande journée de mobilisation, le samedi 4 novembre, qui verra des initiatives publiques émerger dans des dizaines de pays. La France, après un test timide l'an dernier, a décidé de rejoindre le mouvement. « *Nous sentons que les choses bougent* », souligne Olivier Louchard, coordinateur du Réseau action climat France (RAC-France), qui assure l'animation de la mobilisation nationale.

L'environnement, et d'abord le dérèglement climatique, figurera-t-il en tête des débats de la campagne présidentielle, l'an prochain ? Alors que le silence régnait lors de la campagne 2002 – sauf de la part des écologistes, bien entendu –, les candidats potentiels pour le scrutin de 2007 se sont pratiquement tous déclarés sur cette question au cours des derniers mois.

À droite, le président de l'UMP, Nicolas Sarkozy, tâte ouvertement le terrain depuis



Appel des Verts à la ratification des accords de Kyoto.

plus d'un an, réclamant « *une rupture* ». Fin mai, le ministre de l'Intérieur recevait le très en vue Nicolas Hulot, afin qu'il « mobilise » les préfets sur les questions environnementales. Nicolas Sarkozy vient de se prononcer en faveur du « ferroutage » (transport des camions par voie ferrée sur certains tronçons) et du transport fluvial. En tant que Président du conseil général des Hauts-de-Seine, il prend aussi des initiatives en faveur du développement durable, telle cette récente formation à l'effet de serre et au dérèglement climatique destinée aux permanents du Conseil et aux cadres départementaux. La question nourrirait-elle un nouveau front intérieur à l'UMP ? Toujours est-il que le Pre-

mier ministre, Dominique de Villepin, a surpris son monde début octobre, en annonçant lors de sa conférence de presse mensuelle, une série de mesures pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre. On n'en attendait pas avant début novembre, à l'occasion de la mise à niveau du Plan climat français, qui date de juillet 2004. À droite, le plus offensif de tous est cependant François Bayrou. Lors d'un colloque organisé par son parti en avril dernier, le président de l'UDF a présenté le changement climatique comme « *la seule menace prévisible du XXI<sup>e</sup> siècle* ». Selon lui, elle nécessitera « *d'avoir le courage de dire aux Français qu'il faut modifier nos modes de vie* », faute de quoi, l'humanité se dirigera vers « *la pire crise qu'elle ait rencontrée* ». Fin août, le futur candidat centriste s'est même engagé à faire du changement climatique « *une question clé de l'élection présidentielle* ».

Chez les socialistes, si Dominique Strauss-Kahn commence à découvrir l'importance du problème, son concurrent à l'investiture présidentielle Laurent Fabius creuse le sillon environnemental depuis plusieurs années en se présentant comme le héraut d'une « social-écologie ». Ségolène Royal, aidée par un passage fugace au ministère de l'Environnement entre 1992 et 1993, réclame elle aussi des « *choix de rupture* » dans le domaine de l'environnement. Elle fait miroiter les « *opportunités extraordinaires* » en matière d'emploi qu'ouvrirait une France « *locomotive de l'Europe* » dans le domaine de la lutte contre la pollution et l'effet de serre. Couronnement, le 11 octobre dernier, à l'occasion de la projection privée du docu-

mentaire *Une vérité qui dérange*, de l'ex-vice président étasunien Al Gore, devant près de trois cents parlementaires et autres élus qui l'ont ovationné. « *Il faut que ce film soit à l'origine de la prise de conscience de la gravité du réchauffement climatique* », a estimé Jean-Louis Debré (UMP), président de l'Assemblée nationale. Élisabeth Guigou (PS), résumant un état d'esprit qui semble largement partagé, a estimé qu'il faudrait désormais « *un consensus politique, et que toutes les forces politiques soient unies autour de ce dossier, car il s'agit d'une question morale* ».

Les Verts boivent du petit lait devant cette surenchère... Et ont du souci à se faire en prévision d'une évasion potentielle de suffrages : la lutte contre le dérèglement climatique est depuis longtemps l'une de leurs thématiques identitaires. Les signes d'ouverture – nouveauté – envoyés depuis juin dernier par le parti vert aux principaux autres leaders écologistes ont, certes, pour objectif de renforcer leur pôle politique dans la campagne électorale, mais la question d'une « tête de liste » commune n'est pas réglée. Dominique Voynet (Verts) se verrait bien légitime, mais Corinne Lepage (Cap 21) ne l'entend pas ainsi. Et Nicolas Hulot, personnalité montante de l'écologie et lobbyiste très combatif sur la question climatique, devrait dévoiler ses intentions pour la présidentielle la semaine prochaine. Pour la première fois également, le monde associatif a élevé le niveau de ses prétentions dans la perspective 2007. Les plus importantes associations écologistes ont scellé, au printemps dernier, une Alliance (soixante-douze organisations fin octobre) visant à défendre une plateforme de positions communes, déclinées en une quinzaine de thématiques. « *Nous allons interpeller tous les candidats et noter leurs programmes* », explique Sandrine Mathy, présidente du RAC-France et l'une des porte-parole de l'Alliance. Un « Observatoire de la maison qui brûle » (1) sera créé pour suivre le devenir des promesses et dénoncer les manquements. Signe que le temps change, et que les partis flairaient des parts de « marché politique » à saisir, le RAC-France a été reçu, à sa demande, par toutes les universités d'été – « *sauf celle de l'UMP* », précise Olivier Louchard (2) –, auxquelles « 10 mesures prioritaires » pour lutter contre la menace climatique ont été présentées (3). Le réseau attend, désormais, les prises de position officielles des partis.

PATRICK PIRO

(1) Allusion au discours de Jacques Chirac lors du Sommet du développement durable de Johannesburg, en 2002.

(2) Le Front national n'a pas été sollicité.

(3) Voir le site Internet : [www.rac-f.org](http://www.rac-f.org)

### Les attentes du Sud à Nairobi

Du 6 au 17 novembre, des centaines d'experts et de responsables gouvernementaux se réuniront à Nairobi (Kenya) sous l'égide des Nations unies, pour, tout d'abord, la 12<sup>e</sup> conférence annuelle de suivi de la « Convention cadre sur les changements climatiques » (adoptée en 1992 et ratifiée par près de 200 pays). Puis, simultanément, pour la 2<sup>e</sup> conférence de suivi du « Protocole de Kyoto » (qui engage 35 pays industrialisés dans la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre), organisée depuis son entrée en vigueur (2005). Au programme : l'état de réalisation du Protocole (pas bon), et l'élaboration d'objectifs plus contraignant post-2012 (sa date de « péremption »), ainsi que la poursuite du « dialogue », pour inclure dans un front plus large les pays non contraints par le Protocole – pays émergents (Chine, Inde, Brésil, etc.) et industrialisés réfractaires à Kyoto (États-Unis et Australie). Pour les pays du Sud, Nairobi sera l'occasion de taper sur la table, afin que les mécanismes internationaux, supposés les aider face aux conséquences du dérèglement, sortent de l'indigence financière.

Alors que le silence régnait lors de la campagne 2002, les candidats potentiels pour le scrutin de 2007 se sont pratiquement tous déclarés sur cette question au cours des derniers mois.



Le Caire, au coucher du soleil, dans un épais brouillard dû à la pollution, en avril 2000.

## Petit séisme dans l'opinion

Le documentaire d'Al Gore est un grand succès. Malgré l'immobilisme de Bush, les Américains se mobilisent contre le réchauffement climatique.

De notre correspondante aux États-Unis, Hélène Crié-Wiesner

À en croire certaines gazettes françaises, le film d'Al Gore sur le changement climatique aurait tellement secoué les Américains que ceux-ci seraient en train de devenir écolos à toute vitesse. Il est vrai que depuis quelques mois, ça bouge énormément outre-Atlantique, tant dans l'opinion qu'au sein de la classe politique. Certains États, tels la Californie ou quelques autres sur la côte Est, prennent des initiatives spectaculaires en ratifiant (ou tout comme) le Protocole de Kyoto dans leur coin, et en promettant de mener la vie dure aux émetteurs de gaz à effet de serre. Des municipalités, des entreprises, des organisations professionnelles s'engagent solennellement à devenir de bons citoyens planétaires. Des centaines de milliers de particuliers passent timidement aux transports en commun (quand ils existent) et s'exercent au tri des ordures. Mais restons calmes : le virage s'amorce à peine. L'immense majorité des habitants des États-Unis ne sont absolument pas prêts à bouleverser leurs habitudes de vie, de consommation, d'achat, et de production.

En juin 2005, un sondage commandé par la chaîne de télévision ABC indiquait que 60 % d'entre eux « croyaient » à la réalité d'un réchauffement climatique en cours, et estimaient que l'homme en était largement responsable. Sur ces 60%, 8 personnes sur 10 pensaient que le réchauffement allait

poser un problème aux générations futures, et seulement un tiers, qu'il aurait un impact sur leur propre vie. Plus de la moitié des sondés (58 %) estimaient inutile que leur gouvernement prenne des mesures pour enrayer le phénomène. Tout le monde, ou presque, réclamait « des études complémentaires ». C'est dire, selon ABC, si le président Bush colle à son opinion publique, au moins en décidant de ne rien faire ! D'après de nombreux analystes, il se pourrait que les choses aient un peu évolué en seize mois. Aucun nouveau sondage d'envergure n'a mesuré l'impact des terribles hausses d'essence sur la « croyance » en l'effet de serre. Mais les ventes de 4x4 (les SUV) dégringolent, les promoteurs immobiliers mettent davantage de constructions économes en énergie sur le marché et, ce qui n'est pas un détail, communiquent parfois en terme non seulement d'économie, mais aussi d'impact sur le climat. L'ouragan Katrina est passé par là, qui a entraîné un cortège d'interrogations sur les changements climatiques. Du coup, la presse s'est souvenue que l'Académie des sciences américaines avait rendu un verdict sans appel à la question posée par l'administration Bush : oui, il y a un problème, et il est temps d'agir.

Et puis le film d'Al Gore, *Une vérité qui dérange*, a déboulé sur les écrans en juin 2006. Un carton absolu ! Troisième plus gros succès planétaire pour un documentaire, 20 millions de dollars de recettes engrangées par





L'augmentation de la température à Shishmaref, en Alaska, a provoqué une rapide érosion des sols.

Paramount, deux millions trois cent mille spectateurs aux États-Unis. « *Malheureusement, cela fait moins d'un pour cent de la population* », ironise Philip Clapp, président du National Environmental Trust, sur le site de BBC News. En outre, « *la plupart des spectateurs sont déjà convaincus. Ce n'est pas cette magnifique conférence filmée qui va provoquer un séisme dans l'opinion américaine, du moins à court terme* ».

L'opinion du grand public est-elle la plus importante ? Le film de Gore a eu un impact notable sur les médias et la classe politique, tous deux intimement imbriqués (les uns suivent étroitement les autres). Certains élus, démocrates autant que républicains, ont fait preuve d'une obstination méritoire depuis plusieurs années : Gore en son temps, bien sûr, mais aussi John McCain, sénateur de l'Arizona, possible candidat à la succession de George W. Bush, véritable leader au Congrès depuis des années – au grand agacement de son propre parti – dans la lutte contre l'effet de serre.

À deux ans de la présidentielle, le sujet du réchauffement climatique est devenu inévitable. La pression est désormais très forte sur la Maison Blanche. En janvier prochain, lors de son discours devant le Congrès, Bush (qui ne pourra pas se représenter) devrait annoncer d'importantes mesures énergétiques. Au sein même du camp démocrate, le film de Gore a provoqué du grabuge, forçant les élus des États charbonniers et pétroliers, coincés par leurs électeurs et les syndicats qui constituent leur base électorale, à clarifier leur discours.

En résumé, la moitié des États a adopté un « Plan Climat », douze se sont même fixé des objectifs précis : ramener, d'ici à 2020, leurs émissions de gaz à effet de serre à leur niveau de 2000, et, d'ici à 2040, à la moitié du niveau de 2000. Encore faut-il avoir les moyens de passer à l'action. Une loi fédérale est indispensable pour unifier ces dispositions, sans quoi le ballet des juges et des avocats se chargera de repousser les bonnes intentions aux calendes grecques. Faute d'intense poussée populaire, la balle est dans le camp des politiques, des médias, et vice-versa.

Ailleurs dans le monde

La journée internationale d'actions contre le dérèglement climatique mobilise dans des dizaines de pays.

- **Royaume-Uni** : la mobilisation y est très forte, notamment autour des Amis de la Terre et de leur grande campagne « The Big Ask ». Objectif : obtenir une loi sur le climat et l'engagement de réductions des émissions de gaz à effet de serre de 3 % par an. Plus de la moitié du Parlement et 75 % de la population britannique y seraient favorables. Au sommet du G8 en 2005 à Gleneagles, Tony Blair avait fait du changement climatique son cheval de bataille.
- **Canada** : anciennement leader de la cause climatique, il semble désormais freiner. Arrivée au pouvoir en janvier dernier, la droite a remis en cause le protocole de Kyoto. Son « Plan vert » de la semaine dernière signe l'abandon des objectifs de réduction du pays, alors que ses émissions ont augmenté de 30 % depuis 1990. L'opposition veut tout faire pour bloquer le texte. Début mai, une coalition de grands groupes écologistes internationaux a amorcé un « procès » international de la position canadienne.
- **Australie** : en juillet 2005, alors que l'opinion publique locale s'inquiète des catastrophes climatiques, l'Australie, les États-Unis, l'Inde, la Chine, le Japon et la Corée du Sud ont lancé à Sydney une alternative à Kyoto baptisée « Asia-Pacific Partnership for Clean Development and Climate ». Renommée « pacte du charbon » par les ONG australiennes, très sceptiques, cette alliance permet surtout à ces pays de faciliter leur production et leurs exportations de gaz et de charbon.

Hollywood au secours de la planète ?

Signe que le réchauffement climatique est une cause montante : les outils de diffusion massive comme le cinéma et la télévision s'en emparent.

Quand une question arrive sur grand écran, elle a plus de chances de toucher le grand public. C'est ce qu'a dû penser Al Gore en transformant en long métrage la conférence sur le réchauffement climatique qu'il a donnée aux quatre coins du monde pendant deux ans. Réalisé par Davis Guggenheim, *Une vérité qui dérange* a fait un tabac au 22<sup>e</sup> Festival du film de Sundance avant d'être programmé hors compétition au dernier Festival de Cannes. Le 11 octobre, jour de sa sortie dans les salles françaises, ce documentaire où l'ex-vice président américain tient la vedette était également projeté devant les députés, sur les conseils de Yann Arthus-Bertrand, photographe auteur de *la Terre vu du ciel*. Peu de spectateurs, pourtant, à cette séance spéciale. « *Les politiques sont comme nos concitoyens, a confié cet autre croisé médiatique de la cause climatique au Journal du dimanche. Il faut bien dire que, a priori, ils s'en foutent. Ils commencent à s'intéresser à l'environnement parce qu'il y a une pression derrière.* »

Al Gore l'a bien compris. Doubé d'un portrait très hollywoodien expliquant le pourquoi et le comment (familial) de son engagement, *Une vérité qui dérange* affiche clairement son ambition : créer un choc pour déclencher une réaction. D'où des accusations de « sensationnalisme ». S'il évince la société civile dans la bataille et se pose en *lonesome cowboy* du climat, Al Gore a malgré tout le mérite de se faire très pédagogue et de renvoyer chacun à sa responsabilité. « *Ce film, c'est : "Votez pour moi ou nous allons tous mourir !"* », a ironisé le *Time*. Pas infondé : orateur habile, discrètement cabot, l'ex-vice-président n'est pas seulement en croisade pour le climat mais aussi en campagne contre George W. Bush. Quand il montre un Ground Zero envahi par les eaux, il lâche : « *Ce site a été anéanti le 11 Septembre. Voilà ce qui pourrait se passer si l'on ne fait rien pour enrayer le réchauffement climatique. Il y a plus grave encore que la menace terroriste.* » *Une vérité qui dérange* n'est sorti que dans 60 salles en France, mais le 20 octobre, il arrivait quand même sixième



Anticipation de New York sous les eaux dans « le Jour d'après ».

dans le top 40 de la semaine avec un total de 106 349 entrées, selon *Le Film Français*. Du 11 septembre à l'ouragan Katrina, les images commentées par Al Gore devraient d'abord toucher les Américains. Il n'empêche : le schéma de Manhattan sous les eaux fait directement écho à une fiction, *le Jour d'après* de Roland Emmerich, sortie en France en mai 2004. Une averse de grêle meurtrière s'y abattait sur Tokyo, des ouragans ravageaient Hawaï, la neige tombait pour la première fois sur New Delhi, New York disparaissait sous des vagues gigantesques puis sous la glace. Si la soudaineté de la catastrophe est irréaliste dans ce film, elle s'appuie sur une étude publiée par le Pentagone en 2004, évoquant la possibilité d'un changement climatique brutal. Retour à l'idée du choc nécessaire. Et contre-pied au patriotisme façon *Indépendance Day*, pour fustiger l'irresponsabilité des politiques – le président en tête – et des médias, et leur mépris à l'égard des scientifiques et des lanceurs d'alertes. L'équipe du film serait devenue scrupuleusement écologiste depuis le tournage. Ces deux films invitent à prolonger le débat sur la Toile.

Le cinéma d'animation s'est aussi emparé du message : réchauffement climatique, fonte des glaces, inondations, disparitions des espèces, dans *l'Âge de glace 2*. Entre deux gags, les spectateurs peuvent prendre note du danger qui guette. Le petit écran n'est pas en reste. Le 25 octobre, soirée spéciale sur M 6 à l'heure de grande écoute avec trois docu-fictions – *Super Tornado*, la *Grande Inondation* et la *Menace solaire* – suivis d'un magazine intitulé : « Chaos sur la planète : ce qui nous attend vraiment ». Et France 2 s'est associée à Yann Arthus-Bertrand pour diffuser, en prime time et à partir du 31 octobre, quatre documentaires sur l'environnement.

Sur la question du réchauffement climatique, fiction et documentaire semblent moins concurrents que complémentaires. Objectif : toucher le plus grand nombre. C'est aussi ce qui a motivé la Cité des sciences à Paris quand elle a lancé, en octobre 2003, « Climax », une exposition-simulation sur le changement climatique. Pendant deux ans, près de 760 000 visiteurs sont venus se confronter à deux scénarios futuristes. Le premier montrant ce qui pourrait arriver « *si rien n'est fait pour réduire les émissions de gaz à effets de serre* », et le second, « *si des décisions sont prises pour limiter la production de CO2* ». Preuve que, quel que soit l'outil utilisé, tout le monde en arrive, aujourd'hui, à ce qu'Al Gore nomme « *l'heure des conséquences* ».

INGRID MERCKX

Gagner du terrain

Pour la journée d'action du 4 novembre dans toute la France, les associations écologistes entendent dépasser la seule prise de conscience.

Entrée chargée pour les défenseurs de l'environnement. Après la Semaine de la Mobilité en septembre, et celle de réduction des déchets au mois d'octobre, sans oublier diverses campagnes contre les pesticides, les bouteilles et films plastique, voici, le 4 novembre, la Journée d'action pour le climat.

« *Une première en France* », ou presque, selon Olivier Louchard, coordinateur du Réseau action climat France (RAC-F). L'année dernière, il y avait bien eu deux rassemblements - l'un à Paris, l'autre à Dunkerque - mais rien de très visible. Cette année, plus d'une dizaine de manifestations auront lieu dans différentes villes françaises (voir encadré). Une mobilisation à mettre au crédit du RAC-F. Ce réseau, qui regroupe une quinzaine d'associations (1) a fait office de tête de pont en lançant un appel « *plutôt bien repris* ». Olivier Louchard ne s'attend pas à un mouvement de masse pour autant : « *À Paris, on mise sur 100 à 150 personnes* ». En effet, si « *la prise de conscience de la problématique climatique est indiscutable, le passage à l'acte pose problème. Il n'y a pas encore de culture de résistance comme dans le domaine social. Le climat est une préoccupation récente* ». La faute aussi à un « *sujet complexe* » – le climat –, selon José Cambou, secrétaire nationale de la fédération France nature environnement (FNE). « *Nous avons lancé une pétition, plus de 1 000 signatures, qui sera remise au président de la République avant la conférence internationale à Nairobi. Mais nous n'avons pas organisé d'événement particulier, comme dans le passé, avec d'autres thèmes plus grand public.* »

C'est pourquoi plusieurs associations préfèrent mener des campagnes sur des thèmes associés plus facilement médiatisables. Ainsi la campagne « 4 X 4 = zéro de conduite », lancée par Agir pour l'environnement. Depuis octobre 2004, l'association, spécialisée dans l'interpellation des décideurs, met en avant la commercialisation de ces véhicules gour-

mands en énergie fossile, et gros pollueurs, pour expliquer le « *dérèglement climatique* ». Idem avec la campagne « Foyers mal chauffés et climats dérégés », que viennent de mettre en route les Amis de la Terre. La thématique fait référence au changement climatique par le biais du logement et de la précarité énergétique. L'opération dénonce le « *mauvais état de l'habitat en France à l'origine de nombreux gaspillages énergétiques* » tout en abordant la question des nombreux propriétaires et locataires modestes « *qui subissent de plein fouet l'élévation des prix de l'énergie* ».

Dernière née dans le paysage de la militance écologiste, la Fondation Nicolas-Hulot a innové l'an dernier en lançant son « Défi pour la Terre », grand mouvement de sensibilisation des individus. Sur le site [www.defipourlaterre.org](http://www.defipourlaterre.org), l'internaute s'engage à modifier son comportement en réduisant « *son impact sur l'environnement* », et notamment sur le climat, à travers des gestes simples (baisser le chauffage, s'équiper en ampoules basse consommation, etc.). Lancée en mai 2005, l'opération rencontre un réel engouement : impossible, bien sûr, de vérifier la réalité des engagements (250 000 tonnes de CO2 évitées en un an...), mais le site affiche plus de 610 000 signataires à ce jour. La campagne vient d'être reconduite jusqu'en 2007.

DANIEL MACHADO

(1) **Membres du RAC : Agir pour l'environnement (APE), Les Amis de la Terre, Comité de liaison des énergies renouvelables (Cler), Fédération nationale des associations d'usagers de transports (Fnaut), France nature environnement (FNE), Fédération des associations de cyclistes (FUBicy) (100 associations en France et 10 000 adhérents), Greenpeace-France, Helió International (observatoire de l'énergie pour un développement viable), Hespul (l'association de promotion du solaire photovoltaïque), Ligue de protection des oiseaux (LPO), le Réseau Sortir du nucléaire, WWF (Fonds mondial pour la nature), Dossiers et débats pour le développement durable (4D).**



Pour Benoît Faraco, qui prépare une thèse à Sciences-Po Grenoble sur le rôle des ONG environnementales dans les politiques climatiques, la menace climatique, encore très diffuse, se prête mal à des actions massives.

ENTRETIEN

« Plutôt sensibiliser »

La sensibilisation de l'opinion ne semble pas à la hauteur de l'enjeu du dérèglement climatique. **Benoît Faraco** : Je constate cependant une évolution, depuis quatre ou cinq ans. Le succès du Défi pour la Terre, lancé par la Fondation Nicolas-Hulot – qui a mobilisé plus d'un demi-million de personnes – montre qu'il y a une attente, une volonté de passer à l'acte.

La problématique n'engendre pas, à ce jour, de mobilisations visibles. Pourquoi ? Il y a quelques semaines, nous avons assisté à ce qui est probablement la première manifestation contre l'effet de serre, à l'occasion du projet d'ouverture d'une nouvelle centrale au charbon, dans la Nièvre. Mais on ne peut pas en attendre une généralisation, du fait, en partie, de la complexité du sujet. Le dérèglement affecte, ou affectera, la population dans son ensemble, mais la menace reste diffuse. De nombreux secteurs sont en cause : les transports, la production, la consommation, etc. Bref, les modes de vie dans leur ensemble. Et il n'y a pas grand-chose à montrer. La cause a du mal à dégarer un symbole fort auquel se raccrocher, et on voit mal les revendications qu'afficherait une manifestation... D'autant plus que les responsabilités sont multiples. Interpeller l'industrie ? Seulement 20 % des émissions de gaz à effet de serre lui sont attribuables. Même schéma pour la voiture, ou le chauffage au fioul... On peut établir une comparaison avec le nucléaire : l'implantation d'une centrale mobilise plus facilement la contestation, parce que la source des nuisances est localisée dans un territoire connu, et que les responsables sont identifiés. La question climatique, en revanche, est plus complexe, ce qui gêne la mobilisation. On constate que les conférences sur le sujet intéressent un large public, mais les confusions persistent. Par exemple, les émissions de gaz à effet de serre – qui génèrent un réchauffement planétaire – sont parfois encore assimilées avec les gaz qui provoquent un « trou » dans la couche d'ozone.

Quelle forme une prise de conscience citoyenne pourrait-elle prendre ? Si la question climatique se prête mal à la mobilisation de masse, il faut que des exigences envers les politiques s'expriment. C'est incontournable. Il me paraît plus efficace de les faire passer par l'entremise d'un lobby expert, plutôt que dans la rue. Dans ce domaine, davantage qu'à l'action collective, je crois à une sensibilisation individuelle des citoyens, auquel il convient d'adresser des messages clairs sur ce qu'il faut faire. La difficulté principale reste la définition d'actions cohérentes. On constate encore un grand manque de préparation du public et des décideurs : quand un particulier veut faire construire une maison, bien l'isoler et la rendre la plus sobre possible en énergie lui semble-t-il prioritaire ?

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK PIRO



# « Sortir le rap de l'enfance »

**HIP-HOP.** Avec « Identité en crescendo », Rocé tente d'ouvrir au rap une voie extérieure au business et au jeunisme. Après une escale à Mantes-la-Jolie, dans le cadre des rencontres de La Villette « Hors les murs », il est au Trabendo, à Paris, le 4 novembre.

« VOUS ÊTES LÀ MANTES-LA ? » Le public clairsemé de jeunes encapuchés de Mantes-la-Jolie (Yvelines) répond aussitôt aux trois rappers de Vicié, qui, micro sur la bouche, scandent leur hymne, *le Son des Yvelines* (1). L'auditoire se presse au pied de la petite scène du Centre d'action culturelle Georges-Brassens pour échanger des tapes, main contre main, avec ceux qu'ils sont venus soutenir. Deux groupes locaux, Medouze, de Limais, et Vicié, donc, de Mantes-la-Jolie, ont succédé, pour un set de trente minutes chacun, à Rocé, invité vedette de cette chaude soirée du 28 octobre, organisée dans le cadre des Rencontres de La Villette « Hors les murs ». Bien que valeur montante et respectée de la scène hip-hop française, ce soir, Rocé rame. Les amateurs n'arrivent en nombre qu'un peu avant la fin de son concert. Histoire de lui signifier qu'ils sont venus pour

leurs potes, qui rapperont après. Tout au long de sa prestation, seuls les « petits Blancs » répondent aux sollicitations du chanteur qui invite à se rapprocher de la scène ou à participer en faisant du bruit. Accompagné de DJ Sparow et du contre-bassiste, Syl Matadin (d'Urban Dance Squad), Rocé redouble d'énergie pour enchaîner ses chansons. Il rappe les textes de son deuxième album, *Identité en crescendo* (2), coécrits avec Djohar, encore étudiante et adossée en fond de salle, bravant les regards qui le défient et l'insolence nonchalante de ces aficionados à qui on ne la fait pas. Ce public met Rocé - né d'un père juif d'origine russe et de nationalité argentine et

d'une mère algérienne - en demeure de prouver qu'il est un « vrai ». Pas d'applaudissements. C'est l'usage, la planète rap répond à d'autres codes, désacralisant la scène et ceux qui prétendent y monter. Rocé dit ne pas s'en formaliser, « c'est la règle » à laquelle il se plie depuis ses premiers concerts à Thiais (Val-de-Marne) à l'âge de douze ans. « C'est l'esprit originel des joutes oratoires, bande contre bande », ajoute-t-il. Il sait que l'écoute est là pour certains, et intermittente pour d'autres.

Ce presque trentenaire, né en Algérie et arrivé en France à l'âge de quatre ans, a l'ambition de « sortir le rap de l'enfance, tel est [son] rêve d'enfant ». Des mots lisibles sur le tee-shirt qu'il arbore sur scène, extraits de sa chanson « Appris par cœur ». Ne pas être là où on l'attend. Pour lui, seuls s'en sortent les artistes qui savent se renouveler et « ne pas rouler sur leur fond de commerce ». Résister aux sirènes du business et du



Rocé a fait le pari que le rap pourrait rimer avec complexité, le pari de la mixité culturelle et générationnelle.

rap commercial, mais aussi au jeunisme ambiant et infantilisant, en proposant un album où chaque mot pèse et chaque texte en dit long (parfois trop ?). Idem pour les partis pris musicaux de cet album intégralement composé par Rocé et auquel participent Potzi, de Paris Combo, avec sa guitare manouche, le légendaire Archie Shepp au saxophone, Jacques Coursil, éminente figure du free jazz à la trompette, et Antoine Paganotti, du célèbre groupe Magma, à la batterie. Pour Rocé, le genre musical est un détail, juste une étiquette pour les bacs des disquaires. Il ne s'interdit aucune incursion et refuse les postures convenues. « Appelle ça du rap, du slam, du punk, ça ne me regarde plus. » Paroles scandées et calées sur une caisse aussi claire que son regard qui scrute le public en face. Des rythmiques basiques ou déstructurées viennent en contre-point du discours toujours roboratif, parce que « la parole n'est pas donnée à tout le monde », constate celui qui se qualifie d'« étudiant noir et de rappeur blanc » dans sa chanson « le Météque ».

Rocé puise son inspiration dans la conscience politique dont il est pétri, omniprésent au monde qui l'entoure et hyperconscient des responsabilités qui pèsent sur ses épaules : « Si les anciens savaient ce que nous foutons de leur liberté d'expression. » Rocé sait, lui, ce qu'il a à faire et dénonce, balance, chope toutes les aberrations d'une société qu'il divise entre dominants et dominés. L'intégration : « Devoir s'intégrer à un pays qui est déjà le sien / C'est garder un statut de chien ». Le rap consensuel : « Depuis que le rap alimente les fantasmes des jeunes bourges / les rappers deviennent bêtes et sourds ». La mémoire : « La France a des problèmes de mémoire, elle connaît Malcolm X, / Mais pas Franz Fanon, pas le FLN, connaît les Blacks mais

pas les Noirs [...] Les Kanaks personne l'enseigne ». La culture : « Je huilerais les marches de Cannes ! / Leur ferai avaler leurs vannes », « C'est fou comme la culture est raciste / De gauche et de droite, ils sont dans les mêmes blagues / Parce que la culture est impérialiste ». Ou le mensonge du communautarisme : « Israël est une création artificielle et SOS Racisme une émanation du PS. »

« Avec [sa] tête de Météque, de juif errant, de musulman », Rocé ne s'en laisse pas conter, mais ne se contente pas de rapper contre. Dans sa naïveté apparente à vouloir changer le monde et faire tomber les cloisons avec des mots, il convoque ceux qui, avant lui et comme lui, ont eu de « sales raisons d'espérer » : Olympe de Gouges, Edward W. Saïd, Kateb Yacine, etc. Rocé a fait le pari que le rap pourrait rimer avec complexité, le pari de la transmission, de la mixité culturelle et générationnelle. Sortir le rap de l'enfance pour qu'il sorte de ses sentiers déjà trop battus et résonne dans d'autres oreilles ou différemment dans les mêmes. De cette posture pas toujours payante de l'artiste à contre-courant, Rocé a fait les frais à Mantes-la-Jolie. Mais nul doute que le public plus « urbain » du Trabendo (3) saura, le 4 novembre, réserver à ce rappeur irréprochable et pionnier dans son genre, l'accueil qu'il mérite.

CLOTILDE MONTEIRO

(1) Titre inclus dans la compilation 78 superstar, qui réunira le meilleur de la scène rap des Yvelines, tels que Vicié, Effi-Ello, L's Kadrille, Express D, Poison, sortie le 12 décembre chez le nouveau label, créé par des jeunes Mantois, Planet Records, diffusé par Satellite distribution.

(2) Universal Jazz.

(3) Concert à 20 h, le Trabendo, 211, av. Jean-Jaurès, parc de la Villette, 75019 Paris, 01 42 01 12 12.

# Coup de Trafalgar

**INTERMITTENTS.** La CDFT signe le protocole très décrié d'avril 2006.

APRÈS AVOIR FAIT TRAÎNER sa décision pendant des mois, la CFDT a annoncé, le 26 octobre, qu'elle signait le protocole du 18 avril. Un texte qui prolonge celui de juin 2003 régissant le régime d'assurance-chômage des intermittents du spectacle. La CFTC lui a emboîté le pas. La CGC devrait suivre. La nouvelle est doublement mauvaise. Pour les intermittents d'abord, de nouveau soumis à un texte qui ne leur convient pas. Pour la démocratie ensuite. En effet, cette décision va à l'encontre de ce que réclame le comité de suivi du dossier - qui regroupe notamment des membres de la Coordination des intermittents et précaires et des parlementaires de tous bords - et bafoue, ce faisant, cet exemple de coopération entre les politiques et la société civile. À l'heure où la démocratie participative prend du galon, l'événement ne manque pas de cynisme.

Dès que l'accord du 18 avril entrera en vigueur, tout intermittent qui ne fait pas ses 507 heures en 10 mois pour les techniciens, ou 10 mois et demi pour les artistes, mais en 12 mois, bénéficiera pour solde de tout compte d'une allocation de fin de droits, mais une fois dans sa vie ! Pour adoucir le protocole de juin 2003, le ministre de la Culture, Renaud Donnedieu de Vabres, avait mis en place un fonds transitoire qui a permis de « rattraper » près de 34 000 personnes. Celles-ci sont maintenant menacées de radiation immédiate. Non seulement il y aura moins d'intermittents, mais il sera de plus en plus difficile d'obtenir ce statut. Le Medef obtient ainsi gain de cause.

La seule avancée dans le texte d'avril 2006, à savoir l'abandon du salaire journalier de référence dans le calcul de l'indemnité journalière, est inopérante, selon les concernés, si elle n'impose pas une date anniversaire fixe sur une période de douze mois pour la déclaration des droits. « Pour exemple, explique la Coordination des intermittents et précaires, si un technicien met 15 mois pour épuiser ses 243 jours, seules les heures comprises dans un wagon de 10 mois serviront pour ce calcul. » Cependant que « le protocole du 18 avril 2006 continuera à verser des Assedic de luxe aux salariés à hauts revenus et, dans le même temps, exclura un tiers d'entre nous. » De quoi mesurer l'échec de l'intervention du ministre de la Culture sur ce dossier, et la portée du geste de Bernard Accoyer, le 12 octobre. Ce jour-là, le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale a bloqué, dans l'hémicycle, le vote d'une proposition de loi qui, cosignée par 471 parlementaires, devait pérenniser le régime d'assurance-chômage des intermittents. La CFDT prétend avoir obtenu des garanties concernant un fonds de professionnalisation et de solidarité, financé par l'État, et l'établissement de huit conventions collectives permettant de définir le recours à l'intermittence. Les intermittents, eux, parlent de catastrophe.

INGRID MERCKX

# Sur la carte

**EXPOSITION.** « Mémoires arméniennes », à Paris, rassemble des œuvres qui évoquent le génocide de 1915 et sa transmission par la diaspora en France.



Carte de l'Empire ottoman avec des téléviseurs à l'emplacement des villes.

ADOPTÉE LE 12 OCTOBRE, la très discutable loi sanctionnant la négation du génocide des Arméniens dans l'Empire ottoman en 1915 a mis l'Arménie, pour un temps, au centre de l'actualité. Parallèlement, s'est ouverte, le 21 septembre 2006, l'année de l'Arménie en France, sous le titre « Arménie, mon amie ». Expositions, concerts, conférences sont prévues. Mais, à lire le programme des « temps forts » annoncés, le souvenir du génocide - pour raisons diplomatiques ? - en paraît totalement exclu. Totalement, ou presque. Une manifestation a tout de même fait de l'événement tragique et de sa transmission son sujet central : « Mémoires arméniennes », qui se tient au parc de la Villette à Paris. À l'origine du projet, le cinéaste Jacques Kébadian, auquel s'est joint le comédien-metteur en scène Serge Avedikian. Tous deux sont membres de l'Association audiovisuelle arménienne, qui a fortement contribué, dans les années 1980, à la diffusion en France du cinéma venant d'Arménie soviétique et de la diaspora. Le responsable du Centre de recherches sur la diaspora arménienne, Jean-Claude Kéabdjian, a aussi participé à la conception de « Mémoires arméniennes ».

« Cette exposition, explique Jacques Kébadian, est pour moi l'aboutissement du travail que j'ai effectué depuis de nombreuses années sur la mémoire. » Plusieurs des films de ce documentariste reconnu sont, en effet, des plongées dans le souvenir du génocide, (ils sont projetés avec d'autres, comme *le Voyage en Arménie* de Robert Guédiguian, au sein de l'exposition). Parmi ceux-ci : *Sans retour possible*, un film réalisé avec Serge Avedikian, en 1982, qui a été diffusé l'année suivante sur la deuxième chaîne de télévision publique, deux dimanches de suite, à 20 h 50 (une hérésie, hélas, pour un programmeur d'aujourd'hui !). Kébadian et Avedikian se sont rendus à Lyon et dans sa banlieue, à Décines, ainsi qu'à Valence et à Marseille, pour y recueillir la parole de personnes ayant vécu le génocide, l'exil et l'installation en France. Les témoignages enregistrés étaient tels qu'ils ont décidé de poursuivre leur travail auprès de tous les survivants. Mais les Arméniens de France ont mal reçu le film : ayant trouvé leur place dans leur pays d'accueil, ils

répugnaient à ce que leur passé d'exilés soit ainsi publiquement exhumé. Les deux cinéastes n'ont pu mener à bien leur projet. Ce manque, qui ne sera jamais comblé - tous les témoins étant morts désormais -, n'est pas non plus étranger au fait que Jacques Kébadian, avec l'aide des scénographes Patrick Bouchain et Tigrane Boccarda, a composé « Mémoires arméniennes » comme un point de rassemblement, un carrefour entre le passé et le présent, un lieu circulaire où tout communique.

À peine entré, le visiteur fait face au cœur de l'exposition : une vaste carte peinte de l'Empire ottoman, avec, disposés à l'emplacement de plusieurs villes arméniennes de ce temps, des téléviseurs. Chacun diffuse le témoignage d'une des quinze personnes rencontrées par Kébadian et Avedikian lors du tournage de *Sans retour possible*. Pour l'occasion, les deux cinéastes ont ressorti l'intégralité des rushes. Ainsi, ces survivants, et tous les morts dont ils sont la voix, retrouvent la région qu'ils n'auraient jamais quittée s'ils n'avaient été victimes du génocide. D'un poste de télévision à l'autre, les paroles se mêlent, mais le récit qui en émane est unique. Récit de massacres, de survie, puis de renaissance, avec toujours, à l'intérieur de soi, une plaie ouverte.

Des traces laissées par le traumatisme initial de 1915 il est aussi question, plus ou moins directement, dans les œuvres réunies autour de la grande carte. Les artistes n'ont pas été sélectionnés mais choisis, de proche en proche, un peu comme s'ils figuraient sur un arbre généalogique élargi. « Il ne s'agissait pas d'être exhaustif, précise Jacques Kébadian, nous voulions garder une unité. » Un hommage est ainsi consacré à la mère du cinéaste, Chouchan, qui, née en 1911, rescapée du génocide avec sa mère et ses quatre sœurs, s'est mise à la peinture à 70 ans. Son travail est d'une liberté très étonnante, très colorée, et, parfois, d'un noir et blanc effrayant. On découvre aussi les œuvres du peintre Jacques Aslanian (1929-2003), des tableaux d'Aïda Kébadjian, des collages photographiques de Patrick Samuelian, des clichés de Christophe Kéabdjian, enfant de la troisième génération, décédé à 45 ans en Arménie, ou encore un film d'entretiens avec le dramaturge Jean-Jacques Varoujean (1927-2005)... Enfin, chaque samedi, des tables rondes associent historiens, sociologues, philosophes, écrivains et artistes, en relation avec les films et les documents exposés. Une manière, aussi, de faire entrer dans ces « Mémoires arméniennes » toute l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, siècle génocidaire.

CHRISTOPHE KANTCHEFF

*Mémoires arméniennes, jusqu'au 23 novembre, parc de la Villette, Parquet de bal (près de la maison de la Villette), de 14 h à 19 h, du mercredi au dimanche, accès libre. Tél. : 01 40 03 75 75. Site : www.villette.com*



### Scènes primitives

**ROCK.** Clinic s'affirme comme le seul vrai groupe psychédélique d'aujourd'hui.

CLINIC NE S'EST PAS FAIT CONNAÎTRE et plébisciter via l'Internet avant de signer sur un label, et de sortir son premier disque à grands renforts de communiqués sur le thème : « C'est le public qui a tranché. » Clinic ne fait pas partie de la fameuse scène canadienne en pointe ces temps-ci, et ne porte pas non plus un de ces noms à rallonge ridicules. Clinic n'est pas de son temps et a tout pour plaire. Son temps se situerait plutôt dans les années 1967-1968, dans un croisement entre la rage hypnotique des Seeds et le rêve éveillé des Electric Prunes. Clinic semble composé d'authentiques cinglés qui tracent leur chemin avec une constance butée et montent systématiquement sur scène habillés comme des chirurgiens entrant en salle d'opération, avec masque et couvre-chef de rigueur. À l'arrivée, vu leur mode opératoire, on dirait pourtant plus une tribu de petits hommes verts venus d'ailleurs qui interprètent chaque chanson comme une scène primitive. Avec tous les ingrédients d'une bande sonore adaptée au contexte. Le batteur est obsédé par les toms bass et les tambourins quand il n'est pas occupé à découper ses cymbales, l'organiste perdu dans les volutes de quelque cérémonie secrète, et le chanteur semble officier depuis les profondeurs lointaines d'un univers sub-aquatique. L'utilisation aussi inattendue que peu orthodoxe du mélodica est toujours à l'œuvre et, fait nouveau, une autoharpe lance régulièrement des jets d'acide dans le décor au milieu de bruits divers qui s'invitent à cette fête sauvage. Tout cela crée une profonde étrangeté que vient faire exploser la guitare branchée sur une fuzz-box, cette boîte magique dont la particularité est de décupler la puissance sonore de chaque note et de l'atomiser pour en faire une gerbe d'étincelles sonores. Apparue au milieu des années 1960, la fuzz-box a beaucoup fait pour l'éclosion du rock garage puis psychédélique américain, et on aura une idée de son effet en imaginant Jackson Pollock peignant au pinceau électrique. Clinic reprend cet héritage et réussit à trouver une voix singulière pour donner sa version du genre en partant des éléments essentiels : l'urgence et le mystère. Ce qui fait de lui le seul vrai groupe psychédélique en activité. En un mot, Clinic est un groupe vivant et formidable. Il serait dommage de s'en rendre compte trop tard.

JACQUES VINCENT

*Visitations, Clinic, Pias.*



Les musiciens de Clinic montent sur scène habillés en chirurgiens.

**EXPO**  
**Hugh Weiss**  
Nous vous avons déjà parlé de l'univers aquatique et fantasmagique si singulier du peintre américain Hugh Weiss. Octogénaire, le voici de retour pour une exposition parisienne où plus que jamais « autoportraits » se confondent avec « autodérision ». En méduse, en poisson ou en naufragé, c'est toujours lui et c'est un peu nous.  
*Bread & Roses Galerie, 64, rue Madame, 75006 Paris, 01 42 22 06 06. Jusqu'au 2 décembre.*

**ÉDITION**  
**Prix**  
Belle pagaille au Femina. Tandis que Nancy Huston se voyait décerner le prix 2006, pour *Lignes de faille*, édité chez Actes Sud – dont c'est le deuxième grand prix, après le Goncourt à Laurent Gaudé en 2004 –, les dames qui composent le jury s'entre-déchiraient, les unes accusant Madeleine Chapsal d'avoir retranscrit dans son livre *Journal d'hier et d'aujourd'hui* des propos « diffamatoires ». Ces propos concernent, semble-t-il, les conditions de l'attribution du prix 2005 et les rapports supposés entre certains éditeurs et membres du jury.  
« Diffamatoires » ? La routine, plus exactement. C'est d'ailleurs l'avis de Régine Deforges, autre membre du Femina, qui, par solidarité avec Madeleine Chapsal, a démissionné du jury. Le Medici, quant à lui, est revenu à un journaliste de *Libération*, Sorj Chalandon, pour *Une promesse*, chez Grasset. Un prix qui ne sort pas du sérail parisien.

### Les zones obscures du cortex

**THÉÂTRE.** Quand il réinvente la détresse de Gaspard Hauser, Peter Handke fait preuve d'une grande modernité.



Gaspard est notre double en angoisse.

**FAUT-IL JOUER PETER HANDKE ?** Bien sûr, d'autant plus que son œuvre contredit son soutien à la politique de Milosevic et à la personnalité de l'exterminateur. L'égarment de certains écrivains passant de l'amour d'autrui à la fascination des dictateurs – tels Knut Hansum s'inscrivant au parti nazi ou Pirandello prenant sa carte de fasciste – nous laisse sans voix. Mais leurs œuvres plaident hors d'eux, et parfois contre eux. Le jeune metteur en scène Richard Brunel a eu raison de monter une pièce de jeunesse d'Handke, *Gaspard*. De même que les directeurs de théâtre qui l'ont produite et accueillie, Charles Tordjman à Nancy et Alain Ollivier à Saint-Denis, ont eu raison de la maintenir au programme contre vents et marée. En 1967, pour sa deuxième pièce après *Outrage au public* (un titre qui en dit long !), Handke s'intéresse au cas de Gaspard Hauser. Une affaire célèbre en Allemagne, qui a inspiré un film à Werner Herzog (*L'énigme de Kaspar Hauser*, 1974) et remonte à une époque lointaine. En 1828, à Nuremberg, un jeune homme de 17 ans se rend à la gendarmerie : séquestré depuis le plus jeune âge dans un cachot, il n'a reçu aucune éducation. La médecine s'intéresse à son cas – être privé de langage – la psychiatrie de l'époque tente de l'éduquer et de reconstruire sa pensée. Le jeune homme fait

des progrès sans vaincre l'incohérence qui l'habite. Cinq ans plus tard, en 1933, il est mystérieusement assassiné. Pour Handke, il ne s'agit pas de faire une reconstitution historique de l'affaire. D'ailleurs, les indications scéniques, pourtant multiples dans cette pièce, ne font aucune référence à l'époque. L'auteur s'intéresse avant tout à ce que cette histoire dit des relations entre l'esprit, les sensations et les mots. Il pose, sans les formuler, pour éviter tout didactisme, les grandes questions de la formation et de la psychiatrie : une pensée dite normale et officielle structure-t-elle ou détruit-elle un être humain ? Le psychologue est-il le sauveur ou le bourreau du malade ? L'individu n'est-il pas toujours en rupture avec les normes édictées par la société ? Arrive un moment où Gaspard, soigné par plusieurs spécialistes, peut dire : « *Maintenant j'ai l'esprit clair. Maintenant je peux être confié à moi-même.* » Mais il est bien loin de la paix intérieure ! Richard Brunel, qui a de l'audace et du style, n'a pas respecté à la lettre les conseils de Handke, partisan d'un spectacle brutal, jetant des flashes dans les yeux des spectateurs. Il a organisé la soirée en deux temps (assez brefs), et en deux lieux différents du théâtre, pour que le spectateur soit loin puis proche du corps à corps entre le malheureux Gaspard et les soignants sûrs de leurs vérités. Trois acteurs, Nicolas Cartier, Julio Guerreiro et Anne Rotger incarnent le personnel médical mais également des « doubles » de Gaspard. Olivier Werner joue le personnage central, Gaspard, se débattant dans la confusion de son cerveau, et luttant contre les agressions extérieures avec une énergie déchirée. Rien à voir avec le Frankenstein ou le King Kong dont parle Handke dans ses didascalies. Ce Gaspard-là est notre frère en détresse, notre double en angoisse. Nous l'en aimons d'autant plus, à l'intérieur d'une œuvre qui retrouve ici, rajeunie, son art de cheminer dans les zones obscures du cortex.

GILLES COSTAZ  
*Gaspard, Théâtre Gérard-Philipe, Saint-Denis, 01 48 13 70 00. Jusqu'au 12 novembre. Texte français de Thierry Garrel et Vania Vilers aux éditions de l'Arche.*

### Justesse de juste

**TÉLÉVISION.** Portrait d'un métier : délégué du procureur, confronté à la violence ordinaire. De l'âpre tâche qui ne manque pas de noblesse.



Catherine Guillaud, déléguée du procureur à Paris X.

**RUE DU BUISSON-SAINT-LOUIS, Paris X.** Maison de la Justice et du Droit. Au sein d'une petite pièce, devant une poignée de délinquants querelleurs, enclins à se foutre sur la gueule pour une insulte, une femme joue les arbitres et médiateurs. Elle alerte, sermonne, replace les faits dans leur contexte, remet de l'ordre dans le désordre. Séquence suivante, côté palais de Justice. En 1989 a été créée la fonction de « délégué du procureur ». Un citoyen « sélectionné » par le procureur de la République. Après le dépôt d'une plainte, et à l'issue d'une enquête de police, un substitut apprécie l'opportunité d'engager des poursuites. Si l'affaire ne semble pas assez grave pour « encombrer » un tribunal, elle peut être confiée au délégué du procureur. Qui reçoit donc les auteurs de l'infraction, et parfois leur(s) victime(s), avec pour mission d'amener le délinquant à prendre conscience de ses actes, des préjudices en ayant violé la loi et des peines encourues en cas de récidive. Un rappel à la loi en somme. À l'occasion, le délégué peut demander réparation. Soit un « classement sous conditions ». En cas de réusite, la procédure est classée ; dans le cas contraire, des poursuites sont engagées par le procureur. On le devine, la personnalité du délégué possède son importance, sa responsabilité aussi (dans un boulot anonyme, discret et noble). Retour rue du Buisson, à la maison de la Justice. Dans le bureau de Catherine Guillaud (attelée donc à la tâche, mais dont le nom n'apparaît que dans le générique de fin). Face à une femme accusée de menaces, de violences, de harcèlements auprès de son médecin. Le discours se veut net, le regard éclairé éclairant, porté non par la sévérité mais par la justesse. Quelque chose de ferme, écouté et à l'écoute. Côté main, entre le

fer et le velours. Même intransigeance devant un mari tabasseur, petite frappe de la triste cognie. Catherine Guillaud interrompt, coupe ras au plaid, balaye l'esbroufe, l'incompréhension simulée, prend son temps, reprend, pose, repose des questions, s'accroche, décortique, explique. Ce qui se fait et ne se fait pas. Un tantinet psychologue, un brin juge (sans partie), un plein fagot pédagogie aussi. Avec ses outils pour l'existence. « *On vit dans une société avec des règles et des lois. Chacun pense ce qu'il veut, mais chacun ne fait pas ce qu'il veut.* » Déboule ainsi rue du Buisson tout le bastringue des jours mauvais, le bric et broc ordinaire du quotidien dans son âpreté, enquiquineurs, chieurs, râleurs, de pleines bordées d'ahuris brinquebant leur violence, une humanité en souffrance à vrai. Butée, bornée. À l'intérieur, ça bouillonne. Reste à négocier avec, pour éviter la répétition (des délits). Sans pathos, sans ériger de morale, tout en flirtant avec l'idée du bien et du mal. Affaire de rigueur. Et pour en finir une bonne fois avec la justice (dans le bon sens de l'expression). Jean-Luc Léon pose sa caméra, filme. Au cordeau, au diapason des faits, d'une profession. Intérieur. Champs, contrechamps. Sans pathos non plus. Mine de rien, au-delà du portrait d'un métier, c'est un portrait humain. L'un imbriqué dans l'autre. De quoi aussi s'interroger. On croira difficilement que tous ces « justiciers » sont dotés d'un pareil sens de l'équité, de l'acuité, d'autorité bienveillante. Qu'en est-il quand le (ou la) délégué(e) du procureur n'est pas pourvu de toutes ces qualités ?

JEAN-CLAUDE RENARD  
*Madame la déléguée du procureur, mardi 7 novembre, 21 h 40, France 5, câble et satellite (52').*

### À vos postes !

#### RADIO

**DU LUNDI 6 AU VENDREDI 10 NOVEMBRE**  
**Marc Ferro et Benjamin Stora**

France Culture, de 11 h 30 à 12 h  
Explorateur du passé, Marc Ferro est devenu historien à la suite du choc de la Seconde Guerre mondiale. Sous la houlette de Fernand Braudel, il a animé la revue *Annales*. Et inauguré nombre de chantiers de recherches tels que les singularités de la société soviétique, la force des images interprétées comme des « rêves », les ambivalences et les contradictions du système colonial, la construction des mythologies nationales

dans les livres d'histoire. Au cours de ces entretiens réalisés chez lui, en compagnie de Benjamin Stora, il revient sur son expérience du petit écran, pour lequel il a conçu plus de six cents numéros d'« Histoires parallèles » (en douze années de service, de 1989 à 2001), pour mieux évoquer le manquement et la délicate utilisation des archives visuelles par un historien de métier. Avant de laisser surgir, des parois de la mémoire, la défaite et l'exode sur les routes de l'été 1940, le souvenir de sa mère, juive, morte en déportation, son engagement dans les maquis du Vercors. Une mémoire et un itinéraire à suivre par son arrivée à Oran en 1948, en frais professeur d'histoire, confronté à une société algérienne bloquée. Des entretiens clos sur ses rapports avec la « construction » d'un passé, entre archives, mémoires et lois.

#### TÉLÉVISION

**SAMEDI 4 NOVEMBRE**

**Amoco Cadiz**  
FRANCE 3, 23 h 50

Une évocation de la tragédie écologique survenue dans la nuit du 16 au 17 mars 1978, avec le combat des Bretons pour lutter contre cette marée noire, jusqu'à l'assaut de la tour Amoco, à Chicago pour faire « payer les pollueurs ».

**MERCREDI 8 NOVEMBRE**

**Le soldat inconnu vivant**  
ARTE, 20 h 40



frères fêlés de Sainte-Anne à l'abandon des autorités... Voilà pour le décor planté. Dans le choix des travaux consacrés à la Première Guerre mondiale, Joël Calmettes a choisi une incarnation, un symbole de l'absurde : un presque anonyme dans la masse uniformisée, mobilisé pour le casse-pipe et la défense de la mère patrie. Anonyme, pour quelques lustres. Reclus dans un hôpital, sans image, sans mémoire. À l'intérieur, ça cognie, rencogne peut-être. À l'extérieur, son histoire a passionné la France entière. Des unes de journaux en personnage littéraire (chez Giraudoux et Anouilh). À sa trogne de moustachu ahuri se colle un surnom, « le soldat inconnu vivant ». À l'armistice, les morts sont autant de héros, les vivants (pour ce qu'il en reste) à la marge. Celui-là, sans régiment, ni papier, bafouille, et dans la carcasse des mots, crache fiévreusement ce qui ressemblerait à un « *Anthelme Mangin* ». À côté de lui, des milliers d'anciens combattants gavent les hôpitaux. Tableaux murés où l'obusite s'agite, la psychose des barbelés ronge. S'il reste encore 300 000 familles de disparus, il demeure l'exception, sans identité. Il devient aussi le formidable espoir pour plusieurs dizaines de ces familles, qui reconnaissent en lui un frère, un fils ou un époux. Parce qu'un soldat éclaté par un obus, soufflé comme un pet, dispersé dans la poussière, relêve de l'insaisissable. Autre curée alors, qui voit les familles se disputer l'anniversaire... Remarquablement, le réalisateur fouille ainsi les entrailles de la mémoire collective des morts, la difficulté à faire le deuil.

**JEUDI 9 NOVEMBRE**

**La bataille de la Somme**  
FRANCE 2, 23 h

Toujours dans la lignée des commémorations du 11 novembre. Carl Hindmarch livre la seule journée du 1<sup>er</sup> juillet 1916, début d'une vaste offensive anglo-française sur la Somme. Vaste boucherie aussi.



# Nucléaire : la fausse alternative

PAR STÉPHANE LHOMME

Stéphane Lhomme, porte-parole du Réseau « Sortir du nucléaire », explique que le nucléaire n'est pas une solution pour lutter contre l'effet de serre, et qu'il maintient les pays du sud sous tutelle.

La question du nucléaire est actuellement débattue dans les collectifs pour une alternative à gauche. Le texte de plateforme (non définitif) prévoit notamment un débat suivi d'un référendum. En attendant, un moratoire est proposé sur la construction de nouveaux réacteurs, mais il n'est pas précisé si ce moratoire concerne l'EPR, dont le chantier est en préparation à Flamanville (Manche). *L'Humanité* a largement ouvert ses colonnes à ces débats, mais, jusqu'à présent, dans le seul sens pronucléaire. Ainsi, le 12 octobre, la CGT-Énergie exhortait les partis de gauche à relancer le nucléaire. Le 16 octobre, Marie-George Buffet précisait que « *L'EPR doit aller de l'avant* » et que le fameux moratoire n'aurait qu'à concerner « *d'autres projets* ». Totalement antidémocratique... Le 18 octobre, paraissaient encore deux tribunes pronucléaires de dirigeants du PCF, dont un, M. Proult, avertissait les antinucléaires qu'ils ne seraient pas autorisés à « *imposer* » leur point de vue ! Ce monsieur devrait savoir que c'est le nucléaire, qui, de tout temps, a été imposé à grand renfort de compagnies de CRS et de gaz lacrymogène.

**Étudios le fond du problème.** Certains prétendent que le nucléaire est une option pour lutter contre le réchauffement climatique. Or, l'atome ne couvre que 2 % de la consommation mondiale d'énergie : une part si faible que le rapport « Facteur 4 », remis au gouvernement en octobre 2006, pointe « *l'apport finalement marginal du nucléaire* » dans la lutte contre l'effet de serre. De plus, la part du nucléaire est en déclin irréversible, car la majorité des 440 réacteurs actuellement en fonction fermeront d'ici à 2030, et les éventuels nouveaux réacteurs ne compenseront pas les fermetures. Même en France : le 10 juillet 2006, le ministre de l'Industrie, François Loos (pronucléaire), annonçait que la part du nucléaire dans la production d'électricité tomberait de 80 % actuellement à 73 % en 2015. Le réchauffement climatique est un vrai problème, mais ce n'est pas le nucléaire qui le réglera, même partiellement. Autre mythe à déboulonner : l'indépendance énergétique apportée par le nucléaire est en



réalité très faible. En France, malgré 58 réacteurs, l'atome couvre péniblement 17 % de la consommation énergétique (1). Certes, pour qui est conscient du risque et de la très lourde facture du nucléaire (déchets, démantèlement), c'est 17 % de trop. Mais c'est, en fin de compte, une part très faible, trop faible pour changer la donne : la France est, comme les autres pays, frappée par l'explosion de la facture énergétique : + 24 % en 2004, + 35 % en 2005 et, au vu des dix premiers mois, cela va être encore pire pour 2006. De plus, 100 % de l'uranium (le combustible) est importé : le nucléaire peut-il être rangé dans la case « indépendance énergétique » ? Il faut aussi dénoncer le pillage de l'uranium du Niger, ainsi que la contamination de l'environnement de ce pays et des populations locales, pour « nourrir » les centrales nucléaires françaises. Qui, chez les pronucléaires, se soucie des manifestations des habitants d'Ar-lit contre la multinationale Areva-Cogéma ?

**Cela nous amène** à une question fondamentale : l'accès à l'énergie. Ceux qui proposent de développer le nucléaire au Sud visent-ils autre chose que de mettre ces populations sous tutelle ? En effet, qui construirait et ferait fonctionner les centrales ? Les pays riches, qui disposeraient d'un moyen de pression énorme. De plus, à part quelques dictateurs

dont Kadhafi, personne au Sud ne demande de nucléaire. Ce qui peut arriver de mieux aux pays du Sud, c'est l'indépendance énergétique. Et les énergies renouvelables sont la meilleure façon d'y parvenir. S'ils veulent vraiment aider le Sud, les pays riches doivent en financer le développement et la formation des techniciens, ce qui est facilement et rapidement faisable, au contraire du nucléaire.

**Autre fausse vertu du nucléaire :** l'emploi. La centralisation extrême des emplois dans les centrales donne une impression de masse : à production égale, les énergies renouvelables créent 15 fois plus d'emplois. Par exemple, si l'EPR est construit, il coûtera 3,5 milliards d'euros pour créer... 300 emplois pérennes : une misère ! Faites le compte : 12 millions d'euros par emploi, une folie. De plus, la sortie du nucléaire ne pousserait personne au chômage : le temps de fermer 58 réacteurs, de les démanteler et de s'occuper des déchets radioactifs, il reste du travail pour... des millions d'années !

Enfin, revenons à la question démocratique. Par nature, le nucléaire est exclu du contrôle citoyen. Depuis cinquante ans en France, les populations sont ainsi privées de leurs droits et les associatifs qui s'opposent au nucléaire sont pourchassés (gardes à vue, perquisitions). Alors la question doit être posée. Un gouvernement antilibéral et altermondialiste ferait-il réprimer les manifestations contre la construction de l'EPR ? Rendrait-il publiques les données sur la sûreté des centrales nucléaires (avec toutes les conséquences que cela entraînerait, en particulier par rapport au risque terroriste) ou bien la pratique du « secret défense » serait-elle perpétuée ?

On le voit, le nucléaire est fondamentalement incompatible avec un projet démocratique et ne répond à aucun des problèmes de la planète, à commencer par celui du réchauffement climatique. Alors, pourquoi continuer à diviser le mouvement altermondialiste en soutenant cette industrie ?

S. L.

(\*) Chiffre reconnu par M. Proult. Or des responsables politiques (dont M. Sarkozy) prétendent que le nucléaire couvre 50 % de la consommation d'énergie en France, soit 3 fois plus qu'en réalité.

## Un cauchemar en hiver

L'historien François Cusset dresse un panorama sans complaisance de la décennie 1980, qui a vu naître un « vide critique abyssal ».

Le 15 avril 1980, Jean-Paul Sartre meurt à l'âge de 75 ans, suivant de près Roland Barthes. Le même jour, sort des presses le premier numéro de la revue *Le Débat* qui, créée par Pierre Nora, se positionne contre le « *despotisme* » de la pensée critique en tant que « *profession de foi anti-engagement au sens sartrien du mot* ». Cette « *triste coïncidence* » (selon le mot de l'historien François Cusset) est bien le signe d'un changement radical d'époque. Observant l'année philosophique qui débute, la très sérieuse revue *Critique* dénonce, pour sa part, le « *comble du vide* » qui lui semble marquer la plupart des essais qui paraissent alors, et tend à « *désamorcer toute révolte possible* ». Déjà, fin 1979, Jean-François Bizot, dans *Actuel* – mensuel dont la ligne éditoriale passera pourtant bientôt de la contestation underground au culte des « créatifs » des agences de publicité – pointait l'omniprésence des « *mêmes faux prophètes* » que sont les intellectuels médiatiques en cours d'ascension, de Bernard-Henri Lévy à Pascal Bruckner, d'Alain Finkielkraut à André Glucksmann, toujours à l'œuvre aujourd'hui... On connaissait François Cusset pour son remarquable travail sur la *French Theory* (1) où il analysait les « *mutations de la vie intellectuelle américaine* » sous l'influence grandissante, depuis 1980, des derniers grands penseurs français comme Foucault, Deleuze, ou Derrida. Dans une démarche assez proche, l'historien s'est intéressé aux bouleversements importants qu'a connus la France durant ces années que Félix Guattari a, dès 1985 et de façon significative, qualifiées d'« *années d'hiver* ».

Dès l'introduction, l'historien précise, non sans une certaine franchise, la part de motivation plus personnelle que comporte cette (re)plongée dans la décennie 1980. Un univers qui, pour tous ceux qui n'étaient pas confortablement installés dans les arcanes du pouvoir, quel qu'il soit, s'est apparenté à un véritable « *cauchemar* ». Comme nombreux alors, le jeune François Cusset a pris de plein fouet le « *reniement* » généralisé des contestataires de la décennie précédente, qui ont tout à coup accepté le monde tel qu'il était, entre crise économique et chômage de masse. Or, « *savoureux paradoxe* », c'est justement ce renoncement généralisé à toute forme de critique ou de révolte qui leur a permis « *de rester à l'avant-scène* » et, pire, d'interdire ensuite « *toute résistance à l'ordre nouveau qu'ils établissaient* » !

D'où la volonté de l'auteur de passer en revue, pas à pas, année après année, les diverses prises de positions des laudateurs – zélés, comme tous les nouveaux convertis – d'une économie de marché désormais



Pascal Bruckner, « faux prophète ».

trionphante. Un des moments les plus caricaturaux restera peut-être « Vive la crise ! » sur Antenne 2, en 1984. Une émission spéciale montée en partenariat avec *Libération*, présentée par l'ex-communiste Yves Montand, et consacrée au livre du très libéral Michel Albert. François Cusset détaille aussi les évolutions de la vie intellectuelle. Exemple, en histoire, avec la position dominante acquise par François Furet, ou les essais très médiatiques du conseiller du Président Mitterrand, Jacques Attali, qui tente de faire de l'École des Annales un improbable instrument « *de prospective* » montrant comment le capitalisme est « *formidablement adaptable à tous les coups du sort* »... De même, en matière culturelle, si Jack Lang réinvente une « *science politique, moderne et républicaine, de la fête* », où la technologie et l'entreprise ne sont toutefois jamais très loin, on se trouve surtout en présence d'« *une poignée de baby-boomers [qui] va achever de transformer les énergies politiques radicales d'hier en énergies culturelles distrayantes* ». À l'instar de *Globe* qui annonçait en une : « *Le privé, c'est pas si con* » (sic), la gloire du marché semble donc devenue le seul slogan audible. De quoi expliquer que, vingt ans après, François Cusset ait plutôt du mal à pardonner. « *Même en lui trouvant toutes les raisons du monde, ce changement de cap presque simultané d'une grande partie de la génération 68 est ce que peine à comprendre la génération qui est la mienne* »... On ne saurait mieux dire !

OLIVIER DOUBRE

**La Décennie.** Le grand cauchemar des années 1980, François Cusset, La Découverte, « Cahiers libres », 372 p., 23 euros.

(1) *La Découverte/Poche*, 374 p., 12,50 euros.

Vient de paraître

REVUE

Lignes

Dans la lettre éditoriale qui ouvre ce 21<sup>e</sup> numéro de *Lignes* (le 59<sup>e</sup> si l'on totalise les deux séries qu'a connues la revue), Michel Surya, son directeur, annonce qu'il s'agit là du dernier publié par les éditions Léo Scheer. Autrement dit, la revue *Lignes* et la collection du même nom s'arrêtent. Une bien mauvaise nouvelle, tant les lieux de liberté éditoriale et de singularité de réflexion sont de plus en plus comptés. Michel Surya rappelle que, de la revue à la collection, un « *travail de pensée collective* » s'était instauré, avec un partage entre la politique, très présente dans la revue (avec notamment Daniel Bensaid, Fethi Benslama, Alain Brossat, Jean-Paul Curnier, Jean-Luc Nancy ou Enzo Traverso), et la littérature, qui avait trouvé sa place dans la collection (qui a accueilli Pierre Guyotat, Roger Laporte, Bernard Noël...). Cet ultime numéro, intitulé « *Ruptures sociales, ruptures raciales* », se situe exactement dans l'esprit de ce qui a fait l'identité de la revue : à contre-courant de la doxa sociale-libérale et de la posture « *politiquement incorrecte* » de plus en plus normative et réactionnaire. Un numéro très fort, qui accentue les regrets, mais avive le souhait que l'aventure de *Lignes* rebondisse rapidement chez un autre éditeur.

CHRISTOPHE KANTCHEFF

**Lignes n° 21,** novembre 2006, 255 p., 17 euros.

## Histoires quotidiennes

Témoignage d'une enseignante belge, qui a vécu dix ans à Gaza.

A tous ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas faire le voyage, il faut conseiller la lecture du livre de Marianne Blume. À tous ceux qui sont enrhumés dans le déni, le préjugé, et qui se gavent d'une imagerie médiatique manichéenne, il faut souhaiter de trouver le courage de lire l'admirable témoignage d'une femme, professeure de langues anciennes, partie en 1995 comme coopérante à Gaza, et qui est demeurée dans cet étroit lopin de terre palestinien surpeuplé, pendant dix ans. Ici, pas d'idéologie, pas de discours politique, mais des histoires vraies, plein d'histoires que Marianne Blume relate avec talent et sincérité. L'histoire de ce poète et peintre, totalement apolitique, abattu pour rien de dix-neuf balles dans la peau, un soir, par l'armée israélienne, alors qu'il rentrait chez lui. Les histoires de femmes enceintes ou de bébés malades, ou celle encore de ce jeune garçon à la jambe brisée, tous contraints d'attendre des heures, parfois des dizaines d'heures au point de passage d'Erez, selon le bon vouloir des soldats. Des histoires quotidiennes d'occupation et de sadisme colonial. L'enseignante, discrètement, fait aussi le récit de sa propre vie ; de sa gêne face à des situations insupportables comme ce jour où un soldat lui a demandé de pratiquer elle-même la fouille d'une femme palestinienne. Ce *Gaza dans mes yeux* est un morceau de subjectivité assumée, avec ses souffrances et ses moments de drôlerie et d'amitié. Mais Marianne Blume nous livre aussi un incomparable témoignage sur la société palestinienne. Elle nous parle de chômage, d'amour, de mariages arrangés, de la difficulté d'être une femme dans une société arabe traditionnelle. Ses pages consacrées à la femme, à cette nécessité de ne jamais s'abandonner, de toujours contrôler ses expressions et ses gestes, sont parmi les plus fortes.

On comprend mieux aussi, en lisant ce livre, le pourquoi et le comment de la montée du Hamas. Phénomène d'apparence religieuse mais de réalité si profondément politique. On comprend comment l'asphyxie voulue par Israël et une partie des pays occidentaux menace de pourrir une société qui en perd ses valeurs fondamentales. Car il n'y a jamais ici d'analyse de la société palestinienne d'un côté et de l'occupation de l'autre. À Gaza, aucune réalité quotidienne n'échappe aux pesanteurs coloniales. Et pour des habitants des camps et des villes, reclus dans leur territoire survolé presque en permanence par des avions chargés de bombes, ce n'est pas le départ des colons qui y change quelque chose.

D. S.

**Gaza dans mes yeux,** Marianne Blume, préface de Leila Shahid, éditions Quartier libre, 228 p., 12 euros.



LA VIE ASSOCIATIVE ET CITOYENNE

RÉSISTANCES À la mondialisation libérale, mouvement social, femmes, sans-papiers...

ÉCONOMIE SOLIDAIRE Monde mutualiste, mouvement coopératif, commerce équitable...



ÉCOLOGIE Environnement, cadre de vie...

CULTURE ALTERNATIVE Théâtres de rue, friches, squats...

SUR LE NET L'action citoyenne sur la toile

La séquence Action est coordonnée par Françoise Galland avec Xavier Frison (Résistances), Thierry Brun, Dante Sanjurjo (Économie solidaire), Patrick Piro (Écologie), David Langlois-Mallet, (Culture), Christine Tréguier (sur le net, babilweb@politis.fr).

Contacts : Françoise Galland, 01 55 25 86 88, association@politis.fr

Pour la partie Économie solidaire : Thierry Brun, 01 55 25 86 87, ecosocial@politis.fr

SOLIDARITÉ

Partenaires des plus pauvres

En Irlande, la croissance n'a pas endigué la grande pauvreté. Isabelle et Stuart Williams ont monté une cellule ATD Quart Monde à Dublin, pour fédérer les engagements et les luttes des plus précaires.

Dublin, Custom House Quay : sur les bords de la Liffey, six statues en bronze représentent des paysans en marche, un petit sac dans les mains, un enfant sur les épaules, ou les bras ballants. Certains regardent vers le ciel, d'autres par terre. Ils ont le corps maigre et le visage douloureux, mais ils sont tous debout. Le Famine Memorial, sculpté par Rowan Gillespie était, ce 17 octobre à Dublin et pour la sixième année, le point de ralliement de la Journée mondiale du refus de la misère. « C'est un lieu qui évoque un passé de grande souffrance – la famine qui a frappé l'Irlande entre 1845 et 1849 –, mais duquel émane une grande force spirituelle et une grande dignité », explique Isabelle Williams. Cette permanente d'ATD Quart Monde installée dans la capitale irlandaise depuis 1999 a été marquée, cette année, par la diversité des groupes et des personnes présentes à la commémoration. Des représentants des Irish travellers, gens du voyage irlandais, des roms (« roma »), des jeunes en situation de pauvreté, des organisations, des écoles, des politiques aussi, dont le maire de Dublin... « Cet événement regroupe des personnes qui ne se retrouveraient pas autrement », se réjouit la volontaire d'ATD. Tous les ans, les participants sont invités à être partie prenante de la cérémonie. Cette année, le geste collectif consistait à écrire un petit mot sur un papier représentant une brique, dans l'idée de figurer, en rassemblant les messages de chacun, la carcasse d'une grande maison.

« L'esprit de regroupement constitue l'une des forces de l'Irlande, soutient Isabelle Williams. L'histoire de cette terre est une histoire de résistance, notamment à la pauvreté. » La Grande Famine, l'invasion anglaise, la lutte pour fonder des écoles, des églises... Cette tendance irlandaise à se rassembler pour résister, ou braver les interdits, a connu un sursaut dans les années 1990. Quand le fameux Tigre celtique, qui a catapulté, jusqu'en 2001 environ une part de la population à l'étage des richesses, en a laissé beaucoup sur le côté. « Il y a eu une croissance rapide et les oubliés de cette croissance. Avant, tout le monde était dans le même bateau. Maintenant, les écarts s'accroissent,

et la grande pauvreté persiste. » Tournant en 1995, avec l'arrivée des subventions européennes et des capitaux américains dans l'île. Beaucoup ont trouvé du travail, même dans les familles pauvres. Mais le chômage est resté très présent. Les 4 % dont s'enorgueillit l'Irlande, un des taux de chômage les plus bas d'Europe, dissimule mal une réalité : le chômage continue de frapper les populations les plus en difficulté. L'éducation n'arrive pas à changer la donne, du fait, notamment, du décrochage scolaire dans ces familles. Quant aux fameux 4 %, ils évacuent, comme en Angleterre, un nombre croissant de travailleurs pauvres. « L'Irlande est très en retard sur le terrain du social, indique Isabelle Williams. Le pays s'est enrichi, mais il a très peu investi dans les services sociaux. Si certains responsables politiques réagissent, la plupart de ceux qui sont en poste doivent leur succès électoral aux personnes qui ont bénéficié de la croissance. Face à la grande pauvreté, seuls des projets à court terme voient le

jour, alors qu'il faut investir dans des projets durables. Il faut beaucoup de temps pour sortir de la pauvreté. Beaucoup d'écoute aussi. » D'où ce premier message de ce 17 octobre : la pauvreté ne se combat pas avec des programmes mais avec des engagements. « Assez de paternalisme et de solutions qui viennent d'en haut. Beaucoup ne croient pas en l'intelligence des gens pauvres. Ils ont l'intelligence, ce sont les moyens qui leur manquent », martèle la militante. D'où le deuxième message : en appeler à la conscience et à la responsabilité de chacun. « Sommes-nous prêts à être partenaires des plus pauvres ? »

« Rencontrer l'engagement des gens » : voilà ce qui a poussé Isabelle et Stuart Williams à se « mettre sur la route ». Elle est française. Lui, gallois. Ils étaient depuis trente ans dans le mouvement ATD Quart Monde, étaient passés par la Grande-Bretagne, les universités populaires d'ATD, la France aussi, où Stuart était délégué d'ATD, quand



Le Famine Memorial à Dublin, par le sculpteur Rowan Gillespie.



Isabelle et Stuart Williams, lors d'une réunion.

ils ont décidé, il y a sept ans, de partir en Irlande. « Nous avions besoin de nous ressourcer. On est venus avec ce que porte le mouvement mais aussi avec des questions. Et la volonté d'apprendre des gens, de ce qu'ils font pour résister. » Pas question de s'installer dans un bureau en centre-ville : ils sont partis sur les routes, ont sillonné le pays. Ont rencontré un certain Brendon, qui vit dans la grande pauvreté depuis l'enfance et a créé un groupe de parole et de soutien autour de la santé mentale à Ballymun, « seul quartier de tours à Dublin, situé dans le Nord, près de l'aéroport ». Puis une certaine Rita, qui a monté, dans une cité « éparse par la drogue et la pauvreté », une structure permettant de « s'ouvrir à l'art ». Presque un petit musée d'art moderne. Les habitants ont élaboré un mur du rire, montrant « qu'ils n'en avaient pas perdu l'envie ». Isabelle Williams cite encore cette jeune violoniste de 26 ans, fille d'un chanteur très populaire en Irlande, qui propose des leçons de violon et de violoncelle dans des quartiers pauvres. « L'idée, c'est de faire que les gens découvrent des forces en eux, explique la militante d'ATD, qui se dit « toujours émerveillée par la qualité de la mobilisation des gens et leur enthousiasme. » Isabelle Williams dit « community » pour désigner les groupes qu'elle et son mari rencontrent. Pas question de communautarisme pour autant, selon elle. Du moins, pas au sens où on l'entend aux États-Unis ou, récemment, en France. Elle refuse catégoriquement les étiquettes. « Il ne faut pas séparer les gens du voyage, très exclus, des autres. Tous souffrent de discrimination. » Et de mettre en garde contre le danger de se fixer sur une population définie, quand les problèmes sont les mêmes pour tous : chômage, drogue, décrochage scolaire. Jeunes mères isolées. « Room lesness. » Familles séparées. « La société divise ces populations ou les oppose. » Quand les membres d'ATD cherchent, au contraire, à les rassembler. « Cross community meeting » est le nom qu'ils donnent aux grandes rencontres qu'ils organisent. Le plus gros problème, selon Isabelle Williams, c'est la transmission de la pauvreté sur plusieurs générations. Et la culpabilité. « Un des enjeux du 17 octobre, c'est de faire comprendre aux personnes que tout ce qui leur arrive n'est pas de leur faute. Il faut comprendre la pauvreté, et comprendre comment se battre contre. Et pas seulement seul. »

Les premiers temps, en Irlande, les Williams travaillaient chez eux, à Dublin, quand ils n'étaient pas sur la route. Puis des jésuites qui s'occupaient de personnes sans domicile leur ont prêté un petit local. Aujourd'hui, ils sont dans une salle un peu plus grande qui leur permet de tenir des réunions, Montjoy Square, dans un quartier populaire. La pièce où se trouve Isabelle Williams compte beaucoup de photos sur ses murs, beaucoup de textes aussi. Et les fameuses briques du 17 octobre. La militante lit un message, où une femme qui a vécu des années dans la rue

avec son compagnon confie à quel point être ensemble leur a permis de tenir. Si les gens n'ont pas réussi à les séparer, elle explique que maintenant, à cause de la drogue, il lui fallait se séparer du père de ses enfants. « La pauvreté brise les familles », s'insurge Isabelle Williams. Elle et son mari ont six enfants. Le dernier va encore à l'école. Elle dit avoir encore un peu de route à faire en Irlande avant de partir vers ailleurs. La « relève » est arrivée en septembre : un couple également, avec trois petites filles, qui s'apprête à parcourir l'Irlande à son tour.

L'idée, ce serait d'étendre ATD au-delà de Dublin. Non pas pour créer d'autres « cellules » – Isabelle et Stuart ont pensé leur présence en Irlande comme un moyen de fédérer des engagements, de « se rallier contre la pauvreté » – mais pour mieux connaître, par exemple, le milieu rural, chercher à être « plus national ». « Le 17 octobre donne lieu à des événements dans d'autres villes, se félicite Isabelle Williams, comme Galway, Cork, ou Belfast »... Elle parle peu des troubles qui agitent le Nord. « Tout le monde est catholique dans le Sud, et puis la guerre a divisé les familles et laissé des traces profondes. Si ce n'est pas un tabou, elle n'est pas au centre des préoccupations. Par ailleurs, quand on évoque les troubles, on néglige la question de la pauvreté. » Une peur se répand selon elle : que va devenir l'Irlande à ce rythme effréné qui l'américanise à outrance et l'éloigne de ses traditions d'accueil et de générosité ? « Ce qui était très frappant ce 17 octobre, reprend la volontaire d'ATD, c'est la dimension internationale du rassemblement. On oublie que les très pauvres, chez nous, sont solidaires de ceux des autres pays. Du fait de l'oppression qu'elle a subie, l'Irlande semble avoir gardé le sens d'un lien très fort avec l'autre. » Un lien qui, sur les bords de la Liffey, pouvait faire rêver à une mondialisation de la résistance.

INGRID MERCKX

Derrière le Tigre celtique

La population de la République d'Irlande vient de dépasser les 4 millions d'habitants. PIB par habitant (2005) : 39 076 euros (France : 27 272 en 2005). Taux de croissance (2006) : PIB : 5,8 % (PNB : 4,2 %). Taux de chômage (2006) : 4,3 %. • 700 000 personnes vivent dans la pauvreté, un chiffre en augmentation. • 250 000 de ces personnes sont des enfants. • 1 foyer sur 4 et une personne sur 5 vivent dans la pauvreté. • 1 foyer sur 5 vivant dans la pauvreté est tenu par une personne qui travaille. • Plus de 50 000 foyers sont en attente de logements sociaux. • Plus de 5 500 personnes sont sans domicile. • 5 000 enfants quittent l'école de façon précoce chaque année. Un enfant sur 10 quitte l'école avec de sérieux problèmes de lecture. • Plus de 60 % des enfants des gens du voyage abandonnent le système scolaire avant l'âge de 15 ans. Selon une étude européenne récente, le nombre d'adultes illettrés atteindrait les 25 % en Irlande. L'Irlande figure parmi les pays d'Europe où le fossé entre les plus riches et les plus pauvres est le plus important.

« L'esprit de regroupement constitue l'une des forces de l'Irlande. L'histoire de cette terre est une histoire de résistance. »

Agenda

Grenoble : du 13 au 18 novembre, l'association Drugi most, un autre pont vers les Balkans, organise la 6<sup>e</sup> édition des rencontres « Du monde aux Balkans ». Une semaine d'événements et de rencontres avec des artistes et des associations d'ex-Yougoslavie, à ne pas manquer. Rens. : Drugi most, 10 bis, rue Ampère, 04 38 21 05 15, drugimost@free.fr, http://drugimost.free.fr

Strasbourg : les 16 et 17 novembre, le congrès des 50 ans de la Fnars sera placé sous le thème « L'exclusion n'est pas une fatalité ! » Née à une époque où il paraissait évident que les grandes réformes de la protection sociale et la croissance économique viendraient à bout de la pauvreté et de l'exclusion, la Fnars constate que ces fléaux « sont toujours là ». Programme et bulletin d'inscription disponibles en téléchargement sur : www.fnars.org

Paris XX<sup>e</sup> : le 26 octobre, à 19 h, Canal Marches et Éclats de Voix convient à une projection-lecture de portraits et paroles de Femmes de Belleville. Angelina, Salimatou ou Zaheira, elles sont couturière, psychologue ou femme de ménage et habitent Belleville-Ménilmontant. Elles racontent leur parcours professionnel, leur condition de femme au travail « et de femme, tout simplement ». Rendez-vous au Cabaret populaire/Culture rapide, 103, rue Julien-Lacroix.

Paris X<sup>e</sup> : le 6 novembre, de 9 h 30 à 16 h, l'Association d'assistance scolaire linguistique et culturelle (ASLC) et ses partenaires organisent une journée d'information sur « Les nouvelles migrations chinoises, la traite des êtres humains et l'esclavage domestique ». Salle des fêtes de la mairie du X<sup>e</sup>, 72, rue du Faubourg-Saint Martin. Journée ouverte à tous, sous réserve de confirmation de votre participation à aslc@aslc-paris.org.

Paris VII<sup>e</sup> : le 9 novembre, de 9 h à 17 h 30, l'association SOS Villages d'enfants organise pour son 50<sup>e</sup> anniversaire un colloque sur le thème « La fratrie dans le cadre du placement », qui doit contribuer « à une meilleure connaissance et prise en compte de la référence à la fratrie dans l'accompagnement des enfants placés ». Rendez-vous à l'Unesco, 7, place de Fontenoy. Rens. : 01 55 07 25 06, shoudain@sosve.org

Paris XIII<sup>e</sup> : les 8 et 9 novembre, la fédération des associations socio-judiciaires Citoyens et Justice organise deux journées consacrées à l'évaluation des mesures socio-judiciaires. Fondation Caisse d'épargne, 50, av. Pierre-Mendès-France. Rens. : Citoyens et Justice, 05 56 99 29 24, federation@citoyen-justice.fr

Paris XI<sup>e</sup> : le 16 novembre à 17 h 30, l'équipe d'Hanploi.com, site dédié au recrutement des personnes handicapées et déjà visité par plus de 200 000 internautes, convie les usagers à la conférence « Performance et Handicap », organisée en partenariat avec la conférence des grandes écoles. Rendez-vous dans les locaux de l'ESCP-EAP : 79, av. de la République. Rens. : 01 44 52 40 69, www.hanploi.com, contact@hanploi.com



Éric Hazan

Notes sur

l'occupation

Naplouse, Kalkilyia, Hébron

Naplouse encerclée dans ses montagnes, Kalkilyia immobilisée dans le réseau du mur et des routes de contournement, Hébron, étouffée par les colonies du centre-ville : ces *Notes* ont été prises là, en mai-juin 2006, dans les rues, chez les familles de prisonniers, dans les camps de réfugiés et les villages, auprès de responsables politiques. Il s'agissait de restituer au jour le jour le fonctionnement de cette grande machine bureaucratique-militaire qu'on désigne sous le terme assez abstrait d'*occupation*.

Éric Hazan dirige les éditions La Fabrique. Il a récemment publié *I.Q.R., la propagande du quotidien* (Raison d'agir, 2006)

128 pages, 7 euros.

[www.laifabrique.fr](http://www.laifabrique.fr)

La fabrique éditions

Action

RÉSISTANCES

SRI LANKA  
MSF prend du recul

À la suite du regain des violences et de la reprise des combats au Sri Lanka en 2006, Médecins sans frontières est retournée au dans le pays pour apporter une aide médicale aux victimes de la guerre. Environ 200 000 personnes ont été

déplacées depuis le mois d'août. Bien que le ministère de la Santé ait demandé à MSF de fournir une assistance à plusieurs hôpitaux dans le Nord, les équipes de l'ONG ont dû suspendre leurs activités médicales et se retirer du seul hôpital où elles avaient finalement été autorisées à travailler, à Point Pedro, dans la péninsule de

Jaffna. « Depuis le 30 septembre, des allégations mensongères ont été lancées dans les médias sri-lankais, accusant les équipes de MSF de participer au conflit, faisant courir des risques inutilement élevés à notre personnel, d'où notre retrait de l'hôpital de Point Pedro », explique le docteur Guillermo Bertoletti, directeur des opérations de la section française de MSF, de retour de mission. « Si le gouvernement dans son ensemble ne montre pas que nous sommes les bienvenus pour travailler au Sri Lanka,



AFP

alors j'estimerai que nous serons contraints de quitter le pays. » Médecins sans frontières, 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris, 01 40 21 29 29, [www.msf.fr](http://www.msf.fr)

DISCRIMINATIONS  
Carte SNCF pour tous

Scandale : d'après la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde), le bénéfice de la carte SNCF « famille nombreuse » et les avantages sociaux et commerciaux qui en découlent sont réservés aux seuls « citoyens français et aux originaires des colonies françaises ou des pays de protectorat », ainsi que, par extension, aux ressortissants européens. Et ce, en raison de l'article 44 d'une loi budgétaire du 22 mars 1924 que la Halde juge non seulement discriminatoire mais aussi contradictoire avec les engagements internationaux de la France. Dans la mesure où la carte famille nombreuse « vise à aider financièrement les familles dans l'éducation de leurs enfants », la Halde estime que la « condition de nationalité ne saurait correspondre à un critère objectif et raisonnable au regard de l'objet de la prestation, le coût de l'éducation des enfants étant le même [...] quelle que soit la nationalité ». Une telle exigence est également contraire à la Convention européenne des droits de l'homme. Le Gisti, la Ligue des droits de l'homme et le Mrap regrettent « que la Halde n'aille pas jusqu'au bout de son raisonnement en demandant directement l'abrogation d'une disposition discriminatoire qui pénalise, en outre, de nombreuses familles étrangères dans leur vie quotidienne ».

Gisti, 3, villa Marcès, 75011 Paris, 01 43 14 60 66, [www.gisti.org](http://www.gisti.org)

Les Cubains doivent donc obligatoirement passer par des cybercafés, universités ou

« clubs informatiques pour la jeunesse » pour se connecter, là où la collecte d'information est plus aisée. La police cubaine a par ailleurs installé sur tous les ordinateurs des cybercafés et des grands hôtels des logiciels qui censurent automatiquement les écrits contenant des mots-clés « subversifs ».

Le régime s'assure également que les opposants politiques et les journalistes indépendants ne peuvent pas accéder à Internet. Enfin, le gouvernement peut compter sur l'autocensure : à Cuba, se connecter sur la toile de manière illégale peut coûter jusqu'à cinq ans de prison, et publier des articles « contre-révolutionnaires » sur des sites étrangers vaut vingt ans de geôle. De quoi faire réfléchir avant de tenter de surfer en toute liberté.

XAVIER FRISON  
RSF, 5, rue Geoffroy-Marie, 75009 Paris, 01 44 83 84 84, [www.rsf.org](http://www.rsf.org), [internet@rsf.org](mailto:internet@rsf.org)



AP

MÉDIAS

Cuba censure la Toile

Selon Reporters sans frontières, les autorités cubaines maillent l'Internet et surveillent de près les internautes.

À l'occasion des « 24 heures contre la censure du Net » organisées par Reporters sans frontières (RSF) du 7 au 8 novembre prochain, l'association s'intéresse à l'Internet cubain et publie le récit de voyage d'une journaliste indépendante en reportage sur l'île du 14 août au 13 septembre 2006. Comme dans beaucoup de domaines, l'île fonctionne à deux vitesses : aux touristes le réseau libre et accessible à des tarifs raisonnables, aux locaux les contrôles, la censure et les prix de connexion prohibitifs. L'accès au web « classique » s'affiche à 4,50 euros de l'heure, « soit près de la moitié du salaire moyen d'un Cubain », explique Claire Vœux. « Autant dire que les locaux préfèrent opter pour la version nationale d'Internet, qui revient à 1,50 euro de l'heure : une simple adresse mail qui permet d'envoyer des courriers électroniques à Cuba et à l'étranger, mais pas de naviguer sur la toile. » Au moment d'échanger des mails codés aux données sensibles, la journaliste, dépourvue de visa de presse, a eu des sueurs froides : « Ces précautions de codage n'ont pas suffi. J'ai à peine eu le temps de lire les adresses et téléphones de trois opposants au régime qu'un message d'erreur sans appel est apparu : "Ce programme fermera dans quelques secondes pour des raisons de sécurité d'État." » Un avertissement sans frais qui en dit long sur le niveau de contrôle du réseau sur l'île. Selon RSF, avec moins de deux internautes pour cent habitants, Cuba figure parmi les pays les plus en retard

CULTURE

Pour que vive le Barbizon

Le Barbizon a peut-être donné sa dernière séance. Cinéma associatif du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le lieu a été « assailli par les forces de l'ordre » le 18 octobre, dès potron-minet. Après avoir cerné et évacué les lieux, les forces de l'ordre ont fait murer l'endroit. Sur ordre du préfet de police, l'expulsion s'est déroulée devant plusieurs dizaines de personnes venues en soutien, habitants du XIII<sup>e</sup>, responsables associatifs et élus locaux. Pourtant, un vœu avait bien été présenté le 16 octobre par le groupe Verts et adopté au Conseil de Paris pour préserver le lieu. En vain. Le dénouement du 18 octobre était craint par les animateurs du cinéma, après de récentes visites de la préfecture et du commissariat de police. L'équipe du cinéma associatif subissait en effet depuis plusieurs semaines des pressions liées à la sécurisation du site. « Des efforts ont été entrepris depuis 2003, malgré le déficit d'aide publique, avec des travaux d'assainissement, d'amélioration du confort et de sécurité » rétorquent les animateurs du lieu. Aujourd'hui, « on n'est pas loin de l'impasse, mais on cherche des moyens d'action », souligne un responsable. « C'est la richesse d'une expression populaire qui risque de disparaître, un lien social de proximité majeur dans un quartier où le déficit culturel est plus que notoire », reprend l'équipe en chœur. À l'aide d'un projet culturel qui lui a déjà donné sa légitimité, notamment en termes de fréquentation, le Barbizon doit vivre. Une pétition est mise en ligne sur le site du cinéma et une soirée de soutien est dans les tuyaux. À suivre.

X. F.

Pétition en ligne « Pour le cinéma alternatif » : [www.lebarbizon.org](http://www.lebarbizon.org)  
Cinéma le Barbizon, 141, rue de Tolbiac, 75013 Paris.

SOLIDARITÉ

Agir ici rejoint Oxfam

Engagée depuis trois ans dans les campagnes d'Oxfam International, l'association française de solidarité internationale Agir Ici a décidé de s'affilier à la puissante organisation anglo-saxonne, défenseur acharné de la justice économique et sociale dans le monde. La nouvelle entité, baptisée « Oxfam France Agir ici », a pour ambition de « donner plus d'envergure à la mobilisation citoyenne » et de se faire mieux entendre des décideurs. Bertrand Delpeuch, cofondateur d'Agir ici, espère profiter des contacts « avec les nombreux partenaires d'Oxfam au Sud ». Oxfam, de son côté, devrait s'enrichir des contributions d'Agir ici dans des domaines comme les politiques agricoles ou commerciales. Créée il y a près de vingt ans, Agir ici, l'une des rares associations 100 % françaises de solidarité à travailler au-delà de l'Hexagone, a aussi été l'une des premières à revendiquer le lobbying et les campagnes de pression comme moyen d'action. Nouveau nom, nouveau logo, nouvelle charte graphique, l'entité créée peut laisser craindre une dilution d'Agir ici au sein de son imposant partenaire. Mais c'est pour la bonne cause.

X. F.

Oxfam France Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, 01 56 98 24 40, [www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org), [info@oxfamfrance.org](mailto:info@oxfamfrance.org)

Action

SUR LE NET

Inaccessible portail

En septembre, impossible pour les chômeurs de pointer via le nouveau portail Assedic.fr. Le problème vient de ce que la société privée – externalisation oblige – en charge de gérer l'ensemble des pointages (par carte, téléphone et Net), peine à le faire. Erreurs de saisie de données, retours aléatoires. Du coup, les guichetiers des Assedic conseillent fortement le pointage par Internet, où les données sont entrées manuellement par chacun. Sauf que, pour pointer, il faut pouvoir accéder aux pages *ad hoc* du site. Ce qui n'était pas le cas. Cette anomalie a entraîné radiations, défauts d'attestation, etc. C'est pourquoi nombre de chômeurs et de chômeuses ont pris la plume pour envoyer un courrier de réclamation. Lettre de réponse des Assedic : « Ces dysfonctionnements ont été très vite identifiés afin que le rétablissement de son bon fonctionnement s'effectue le plus rapidement possible. » La situation serait aujourd'hui « normale », grâce à l'intervention des techniciens ; et les Assedic s'excusent pour la gêne occasionnée. Les radiés par erreur apprécieront. Si des difficultés d'identification subsistent encore, sachez que c'est la faute au navigateur Safari, et que vous pouvez appeler à vos frais un numéro de hotline en 0802. Ça se passe comme ça aux Assedic !

[www.assedic.fr](http://www.assedic.fr)

À qui profite la crise ?

La bulle spéculative de l'immobilier pénalise les Français moyens et pauvres, mais profite quand même à certains. La preuve : le site d'annonces seloger.com va bientôt entrer en Bourse et espère une levée de fonds de 80 millions d'euros.



AP

Cela va profiter également aux fonds d'investissement présents au capital, qui pourront se désengager partiellement en restant dans la danse. On ne lâche pas un cheval gagnant, comme l'explique l'un des directeurs de ces fonds : « La société garde toujours un potentiel de croissance comme, par exemple, une autre ancienne start-up entrée en Bourse : Metcic. » Comme quoi, trouver un logement, chercher une aventure d'un jour ou rencontrer le grand amour, c'est kif-kif. Pas sûr que les sans-logis soient d'accord avec cet amalgame. <http://www.01net.com/editorial/329647/immobilier/seloger.com-pose-une-premiere-pierre-en-bourse/>

On ne peut pas tout dire

Une jeune lycéenne américaine de 14 ans, blogueuse à ses heures, vient de l'apprendre à ses dépens : tout désir n'est pas bon à formuler sur le Net. La jeune inconsciente s'est permis d'envoyer sur My Space (un de ces portails communautaires) un message lapidaire, « Tuez Bush », sur un collage de dessins humoristiques. Une création certes un peu osée mais empreinte d'une certaine fraîcheur. Les services secrets de Sacramento ont fait une descente chez elle, et se refusent à tout commentaire. L'histoire nous apprend au moins une chose, c'est que les jeunes américains ne sont pas tous des évangélistes béats. <http://www.generationnt.com/actualites/19766/usa-menaces-bush-myspace/>

BABIL WEB

PAR CHRISTINE TRÉGUIER

Plagier ou ne pas plagier

Plagier n'est pas jouer, diraient certains. Sauf que, à l'heure de l'Internet, plagier n'est ni voler ni pirater. Plagier, c'est prendre sur le Net ce que les autres y ont mis à dessein. « Le plagiat, disait Giraudoux, est la base de toutes les littératures, excepté de la première, qui d'ailleurs est inconnue. » L'art du plagiat émaille l'histoire de l'Art avec un grand A. Il était de coutume de plagier les maîtres pour s'inscrire dans cette histoire, et il n'est pas rare aujourd'hui de voir des artistes insipides établir des filiations improbables pour légitimer leur médiocrité. Il n'est pas rare non plus, dans le milieu universitaire ou littéraire, de trouver des auteurs pompant leurs contemporains ou leurs ancêtres, et des élèves plagiant leurs profs et vice-versa. On pardonne en général aux derniers, mais les autres peuvent, ce faisant, mettre en jeu leur diplôme. Comme si une bonne recherche documentaire bien articulée n'équivalait pas une thèse personnelle laborieuse.

Désireuse de donner aux correcteurs la possibilité de traquer les plagieurs, une société américaine a développé le logiciel Turnitin. Il détecte les copier-coller de textes et les paraphrases piquées sur le Net. ZDNet rapporte que, selon une enquête réalisée auprès de 60 000 étudiants, 37 % d'entre eux auraient pompé pour écrire leur mémoire, et 3 % avouent avoir carrément récupéré des devoirs entiers. Sans y voir aucun mal. Turnitin compare le mémoire qui lui est fourni avec une base de données de plus de 22 millions de textes, rapports, articles et comptes-rendus de toutes provenances. Base exponentielle qui s'enrichit des nouveaux textes qu'elle traite. Et ce, dans les 90 pays qui l'utilisent.

Les étudiants américains sont fâchés et le disent. Ils refusent de soumettre leurs copies à Turnitin. Ce qui leur vaut des zéros pointés. Ils ont d'autant plus de raisons d'être en colère que la société encaisse auprès des universités 80 cents par étudiant (le coût moyen annuel pour un établissement est de l'ordre de 30 000 dollars), sans rien reverser à ceux-ci pour l'incorporation autoritaire de leurs travaux à la base de données. Ce qui nous ramène à l'étymologie du terme plagiat, dérivé de « *plagiarius* », « celui qui vole les esclaves d'autrui ». Et à une question : est-il plus grave de plagier et de citer abondamment les auteurs ou de les traiter comme des esclaves en leur faisant croire qu'on les défend ?

<http://www.zdnet.fr/actualites/internet/0,39020774,39363974,00.htm>



THÉÂTRE  
Une bouffe  
à la Téci

On attend un événement du côté du théâtre de la Belle Étoile (le QG de la compagnie Jolie-Môme, à Saint-Denis), où la troupe du Mystère bouffe jouera en

commedia dell'arte « une fable contemporaine et urbaine », *Cité H*. Écrite par Gilbert Bourébïa et Carlo Boso, cette pièce se présente comme le cinquième épisode des histoires urbaines que la compagnie nous raconte depuis 1996, fruits de ses résidences et de

recueils dans les quartiers populaires. *Cité H* a aussi été inspirée par un besoin de réagir aux clichés, de droite ou de gauche, qui courent sur les banlieues. Entre tradition artistique et engagement contemporain, la troupe du Pré-Saint-Gervais, connue depuis vingt-cinq ans pour son engagement expressif, entend poser un an après

les émeutes un regard réaliste sur les problèmes du quotidien (l'argent, les difficultés de l'intégration). Elle fait aussi un pari d'optimisme sur les grands ensembles. Empruntant le masque d'Arlequin, Mystère bouffe nous suggère qu'il faut croire que le bonheur ce pourrait être justement d'être ensemble. *Cité H, mise en scène de Gilbert Bourébïa, à 20 h 30, jusqu'au 5 novembre, au théâtre de la Belle Étoile, Mystère bouffe, 01 48 40 27 71, www.mysterebouffe.com*

SOUTIEN  
Culture  
et culture

Voilà un album emballant ! À plus d'un titre d'ailleurs, d'abord musicalement, parce qu'il nous apporte un son et un plaisir de qualité, ce qui est rare pour une compilation. Il brasse des noms connus (Cesaria Evora, Manu Chao, Tiken Jah Fakoly, Emir Kusturica, Femi Kuti, Raül Barboza...) et de brillants, musiciens sortis des maquis d'Afrique et d'Amérique latine, et entrecoupe leurs airs de quelques échos des manif anti-OMC. Ensuite, parce qu'il représente un engagement, un soutien à une cause nécessaire, fondatrice, celle des paysans de Via Campesina, et que votre achat servira à financer le Forum sur la souveraineté alimentaire qui se tiendra à Néléni, au Mali, l'an prochain. Une musique belle et vivante qui prend racine dans les luttes des agriculteurs du monde entier contre l'agriculture productiviste, qui nous parle de la diversité des cultures et de l'unité profonde des hommes qui cultivent la terre, de notre nécessité de rester, face aux multinationales, maîtres de nos semences. De la belle ouvrage. Pour ne rien gâcher, *Via Campesina* (c'est le titre de l'album) est édité chez Daqui, le label des Nuits atypiques de Langon.

*Via Campesina, Daqui, distribution Harmonia Mundi, www.daqui.fr*

FESTIVAL

Notes versus  
menottes



Conrath, le programmateur du festival Africolor. Malgré les obstacles, il est en passe de réaliser un joli pari, pour la 18<sup>e</sup> édition de ce festival qui se déroule dans tout le département de Seine-Saint-Denis (93) jusqu'aux fêtes de décembre, en réunissant de précieux confettis sonores des quatre bouts du monde. On pourra ainsi goûter ce que nous ont touillé une vingtaine d'artistes et de groupes, comme Laoun Sharki, des jazzmen aux influences persanes, Sayon, Marseillaise de Guinée qui fait fusionner des traditions familiales et un répertoire de chansons françaises, Patrick Molard, un roi du biniou en duo avec Karim Ziad, des airs venus du cap Vert, du chaâbi cosmopolite, etc. Tous viendront nous dire que la musique voyage, sûrement comme toujours, peut-être comme jamais. Mais on ne sait pas si les hommes qui la pratiquent pourront, eux, encore voyager longtemps.

*Festival Africolor, du 24 novembre au 22 décembre, dans de nombreuses villes du 93. www.africolor.com*

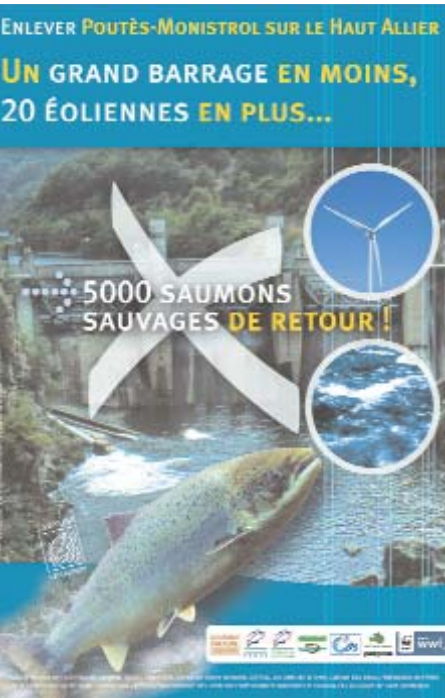
SQUATS

La Roquette tirée  
d'affaire ?

Malgré la scandaleuse expulsion du Barbizon (Paris XIII<sup>e</sup>), des nouvelles encourageantes montent des squats en ce moment. Est-ce parce que les élections approchent ? Mais, pour la première fois depuis l'arrivée de la droite au pouvoir (et à Paris depuis l'arrivée de la gauche), le nombre des dossiers dans le vert, ou l'orange clignotant, semble dépasser celui des expulsions. Les bonnes nouvelles de la semaine viennent de la zone alternative autogérée de la Petite Roquette (Paris XI<sup>e</sup>), récent siège du Forum social local, qui vient d'obtenir du tribunal une prolongation de dix-huit mois. Elle intervient après que le Théâtre de verre (Paris XII<sup>e</sup>) a

obtenu une prolongation jusqu'à l'été et pendant que La Générale (Paris XIX<sup>e</sup>) engrange les soutiens institutionnels qui devraient lui permettre de poursuivre ses activités jusqu'au démarrage réel des travaux. Du côté de Grenoble, le mouvement squat toujours très actif avait rendez-vous dans la rue, mercredi 1<sup>er</sup> novembre, pour dénoncer justement les nombreuses expulsions « urgentes » de 2005, qui n'ont laissé place qu'à des terrains vagues. Un phénomène observable partout où des expulsions ont lieu, qui ne laissent place qu'à des déserts de gravats, plus ou moins inquiétants, là où régnait une frénésie culturelle et politique. Comment les élus peuvent-ils le justifier ? *La Petite Roquette, 6, rue Saint-Maur, 75011 Paris.*

On aime tous les saumons



Nous en rêvons pour sauver *Politis* (voir nos pages 4 et 5 depuis un mois), ils le feront peut-être, avec votre aide ! Pour que 5 000 saumons sauvages remontent un jour l'Allier à contre-courant, le WWF se bat, depuis 2004, pour le démantement d'un des barrages les plus nuisibles à l'espèce : Poutès-Monistrol, bâti dans le lit même du premier affluent de la Loire, est responsable de la quasi-extinction de la souche locale, empêchée de regagner ses frayères en amont. Le WWF, auteur de deux études sur la faisabilité du démantèlement de Poutès, propose de substituer sa production électrique par la construction de 20 éoliennes. C'est le moment d'agir, par une campagne de cartes postales (ci-contre) adressées à la ministre de l'Environnement, qui doit se prononcer d'ici à 2007 sur le renouvellement de la concession du barrage, érigé en 1941.

RAPPORT

La planète s'enfonce

L'empreinte écologique de l'humanité continue à s'alourdir, constate un rapport récent du WWF.

Notre planète ne va pas bien, explique le rapport *Planète vivante 2006* du WWF (1) : rien de neuf sous le soleil, hélas. L'importance de ce document est ailleurs : quand bien même l'évaluation qu'il fait des dégradations de tous ordres serait sujette à des débats techniques, la série des *Planète vivante*, rapport publié tous les deux ans depuis 1998, dessine une tendance cohérente, et négative. Ce rapport a popularisé un indice créé par deux chercheurs canadiens, et devenu incontournable : l'empreinte écologique. C'est-à-dire le nombre d'hectares productifs que chaque humain, chaque ville, chaque pays capte pour assurer son mode de vie. Le rapport 2004 calculait que l'empreinte globale de l'humanité dépassait de 21 % le potentiel durable de la planète : en 2006, cette surponction des ressources au-delà de leur capacité à se renouveler atteint 25 %. Rien ne permet encore de prévoir le moindre infléchissement de la fuite en avant. Deux constatations lourdes : les émissions de gaz à effet de serre, c'est-à-dire principalement notre consommation

d'énergies fossiles, représente 48 % de cette empreinte globale ; et les disparités entre pays sont criantes : un Étasunien mobilise 9,6 hectares, un Français 5,6 hectares, et la plupart des habitants pauvres du Sud moins de 1,8 hectare, médiane qu'il faudrait ne pas franchir pour que l'empreinte globale de l'humanité ne dépasse pas « une planète ». L'association a mis en parallèle le palmarès des empreintes écologiques nationales avec celui de l'indice du développement humain (IDH) des Nations unies. Conclusion : ce que l'ONU appelle « développement élevé » s'acquiert par une surexploitation des ressources. Le rapport fait aussi le point sur un paramètre délicat à évaluer : la perte de richesse des écosystèmes. Le WWF, compilant l'observation d'environ 1 300 espèces de vertébrés (terrestres, marins et d'eau douce) – une classe réputée refléter l'état général des écosystèmes –, constate que leurs populations, en deux décennies, ont déchu d'environ 30 %. À quand l'effondrement ?

PATRICK PIRO

(1) Consultable sur le site [www.wwf.fr](http://www.wwf.fr)

Documentaire sur Grand Ecran  
présente

à voir et  
à manger

Un cycle de films documentaires

DIMANCHE 5 NOVEMBRE

- 11 h : Le Goût du Saké, Y. Ozu - débat
- 14 h : Le Génie helvétique, J.-S. Bron
- 18 h : AVANT-PREMIÈRE. Notre Pain quotidien, N. Geyrhalter - débat
- 20 h 30 : SOIRÉE HORS THÉMATIQUE : AVANT-PREMIÈRE. Dear Father, Quiet, We're Shooting..., D. Benchetrit - débat

DIMANCHE 19 NOVEMBRE

JOURNÉE PARTICULIÈRE :  
25 ANS DE PRIX SCAM

- 11 h : Les Saisons, A. Pelechian, et Le Fantôme Efremov, I. Pasternak
- 14 h : Juste une image, P. Grandrieux, T. Garrel, L. Neil
- 18 h : Punishment Park, P. Watkins - débat
- 21 h : La Langue ne ment pas

DIMANCHE 26 NOVEMBRE

- 11 h : L'Île aux fleurs, J. Furtado, et Ananas, A. Gitaï
- 14 h : Choix et destin, T. Reibenbach
- 18 h : Kononga, C. Cupelin, et Le Bouillon d'Awara, C. Paes - débat
- 20 h 30 : Le Panier à viande, J. Veuve et Y. Yersin, et Jour de marché, J. Veuve - débat.

Cinéma des Cinéastes

7 avenue de Clichy Paris 17<sup>e</sup>  
01 53 42 40 20 / 01 40 38 04 00





ÉCONOMIE SOLIDAIRE

**AGRICULTURE**  
**Sauver les semences**  
En solidarité avec les paysans turcs, des réseaux européens se mobilisent contre une loi votée par le Parlement d’Ankara qui prévoit d’encadrer l’utilisation de semences. « *Nous, petits paysans de l’Union européenne, nous souffrons de telles lois dans nos pays, écrivent dans une lettre aux parlementaires turcs des organisations comme la Coordination paysanne*

européenne (1), le Réseau semences paysannes et Nature et progrès. *Elles nous rendent de plus en plus dépendants des grandes compagnies multinationales de semences et pesticides.* » Il est donc demandé une réforme de cette loi pour, notamment, maintenir le droit de tous les paysans à semer leurs propres semences ou celles d’autres paysans, pour préserver la biodiversité, l’autonomie financière des paysans, et lutter contre l’entrée des OGM dans le pays.



**CPE, 00 322 217 31 12, www.cpefarmers.org**  
*(1) En sont membres des organisations belges, allemandes, espagnoles, françaises (Confédération paysanne et Modéf), italiennes, norvégiennes, autrichiennes, portugaises, suisses, suédoises, anglaises.*

**COMMERCE ÉQUITABLE**  
**Une boutique originale**  
Le prochain « Jeudi solidaire » organisé par le Groupe SOS (1) aura lieu à Paris le 9 novembre, à 18 h 45, à la boutique-salon de thé Puerto Cacao, 53, rue de Tocqueville (XVII<sup>e</sup>). Ce lieu vient d’être créé par un jeune diplômé d’une grande école de commerce (l’Essec), Guillaume Hermitte, dans une démarche écologique et de commerce équitable qui sera le sujet de ce rendez-vous « in situ ». Puerto Cacao propose du chocolat en tablettes, en

pâtisseries, en mousses, en ganaches, etc. Grâce à la cacaothière installée dans le magasin, vous pouvez aussi élaborer votre propre composition. Côté éthique d’entreprise, le chocolat est équitable, les clients sont sensibilisés à la consommation responsable, les employés sont en parcours d’insertion, et la boutique a été conçue avec des peintures et des lasures bios, des ampoules basse tension, etc.  
**Inscription : 01 55 87 55 54, nicolas.froissard@groupe-sos.org**  
*(1) Groupe actif dans l’insertion partenaire de nombreuses institutions publiques (voir www.groupe-sos.org)*

**EUROPE**  
**Échanges entre coopératives**  
320 délégués issus de 27 pays participeront à la rencontre « Coopératives : l’autre modèle d’entreprise pour une bonne gouvernance et un développement durable », organisée les 10 et 11 novembre à Manchester (Royaume-Uni) par Coopératives Europe (1). Les ateliers traiteront des sujets suivants :

« Gouvernement d’entreprise, responsabilité sociale des entreprises et développement durable », ou comment les coopératives peuvent participer aux objectifs de l’Union européenne ;  
« Communautés en régénération », sur le logement ;  
« Une image dynamique des coopératives à travers la recherche et l’expérimentation », autour du projet de « think tank » coopératif européen ;  
« Développement coopératif : partenariats, bonnes pratiques et innovations » ;  
« Systèmes coopératifs intégrés ». Interviendront Vladimir Spidla, Commissaire européen aux affaires sociales, et Françoise Le Bail, représentante de la DG Entreprise pour les PME.  
**www.coopseurope.coop**  
*(1) Plate-forme commune du Comité de coordination des associations coopératives européennes et de la branche européenne de l’Alliance coopérative internationale.*

Agenda

• Du 3 au 5 novembre, à Paris, braderie mode et déco en faveur de l’Association pour la recherche et la communication pour l’accès aux traitements (Arcat), qui se bat depuis vingt ans pour les personnes touchées par le virus VIH/sida et les maladies associées. Organisée par l’espace Adèle Sand & Voltaire, cette braderie proposera des milliers d’articles des grands noms de la mode, de la beauté et du design à des prix réduits (de - 30 % à - 70 %).  
**Rendez-vous le vendredi de 10 h à 20 h, le samedi de 10 h à 19 h et le dimanche de 10 h à 17 h au 13, rue Jean-Beausire, 75004 Paris. Rens. : 01 44 93 29 29, www.arcat-sante.org**

• Vendredi 3 novembre, au conseil général des Hautes-Alpes (place Saint-Arnoux, à Gap), forum sur « Économie sociale : entre idéal et réalité », organisé dans le cadre du Mois de l’économie sociale et solidaire en Paca par l’Association pour la promotion de l’économie sociale dans les Hautes-Alpes. « *L’économie sociale, explique cette dernière, est une force économique portée par des structures qui ont fait le choix d’entreprendre différemment, sur des valeurs et des principes de solidarité, de démocratie et de non-lucrativité.* » Ce forum est l’occasion, pour les citoyens désireux de défendre une économie réellement solidaire (voir tribune ci-contre), d’interroger les mutuelles, associations, coopératives et banques mutualistes membres de ce regroupement sur la réalité de la mise en pratique des idéaux qu’elles proclament.  
**Rens. : Claudine Masurel, 04 92 52 19 91, c.masurel@actimut.fr**

INTERNET

Mode d’emploi

Il a fallu beaucoup de patience et d’acharnement à Agnès Denys et à Guillaume Chocteau, deux particuliers de la commune rurale de Riaillé (Loire-Atlantique). Avec Pascal Pannier, un représentant de la Mutuelle des agents des impôts, ceux-ci ont créé, il y a quatre ans, une association à but non lucratif, Ressources solidaires, et un site Internet portant le même nom. En octobre, ils viennent de lancer un nouveau site, **www.ressources-solidaires.org**, un formidable outil pour organiser l’emploi dans l’économie sociale et solidaire. « *Grâce à nos adhérents et partenaires, notre activité s’est suffisamment développée pour lancer ce nouveau site* », raconte Guillaume Chocteau, unique salarié de l’association. Ressources solidaires est pour l’instant la seule « *agence d’emplois et d’information dans l’économie sociale et solidaire* » à s’être attelé à cette tâche de rassembler en France les offres d’emploi de l’économie sociale et solidaire. C’est-à-dire dans un secteur de 2,5 millions de salariés, qui a un besoin criant de promouvoir ses emplois. Entre 1 200 et 1 300 offres sont actuellement en ligne, classées par région, départements, types d’activité, et le site enregistre en moyenne 25 000 connexions par mois. Adhérents et partenaires ont depuis frappé à la porte, notamment la Nef, le groupe Caisse d’épargne et la fondation Chèque déjeuner, Nantes Métropole, le département de Loire-Atlantique et la région Pays de Loire. Mais les moyens manquent toujours.

**T. B.**  
**Ressources solidaires, Bourg Chevreuil, 44440 Riaillé, 02 51 79 72 32, communication@ressources-solidaires.org**

À lire

Grève générale !



**No Conso**, on l’aura compris, se veut un clin d’œil amical au **No Logo** de Naomi Klein, explique Paul Ariès, politologue spécialiste de la mondialisation, dont on ne présente plus les nombreux combats. Le livre se veut aussi un plaidoyer pour certaines alternatives, de celles susceptibles de rendre les usagers maîtres de leur « *usages individuels et collectifs* ». **No Conso** est donc une nouvelle cause, un manifeste pour la grève générale de la consommation, après ce constat : « *Le plus grand échec du socialisme existant est de s’être donné pour objectif de rattraper le niveau de vie (donc le genre de vie) des États-Unis, comme s’il pouvait y avoir une façon socialiste de consommer...* » Il n’y aura pas davantage de société de consommation décroissante en empruntant cette voie, prévient Ariès. Et il s’agit d’en finir « *une fois pour toutes avec la consommation donc avec le “mésusage” et la “junkproduction”* » (production pourrie). L’un des mérites de ce livre est surtout d’éveiller les consciences des citoyens, en prenant au mot les paroles des pères fondateurs de l’associationnisme et du mouvement coopératif. Tel Charles Gide : « *Qui donc est plus routinier, plus moutonnier, plus inconscient de ses actes et plus parasite, par définition même, que le consommateur ?* », écrit l’homme en 1947. Paul Ariès s’est aussi livré à une lecture historique et critique du mouvement coopératif d’un grand intérêt. Il en est de même pour « *l’alter-consommation* », en particulier celle de Max Havelaar.

**No Conso, manifeste pour la grève générale de la consommation, Paul Ariès, éditions Golias, 264 p., 18 euros.**

TRIBUNE

En débattre vraiment !

Le Centre de ressources régional de l’économie sociale et solidaire suscite de nombreux débats. Cette semaine, Robert Crémieux\* y apporte sa contribution.

L’actualité semble mettre en avant des événements qui font de l’économie solidaire un concept à la mode, de la désignation au Nobel de Muhammad Yunus à la récente publication d’un *Manifeste de l’économie solidaire* par une trentaine de personnalités françaises. Cette « mode » n’est pourtant pas absente d’ambiguïté. Sur le terrain, l’économie sociale et solidaire n’existe pas, ce terme recouvre des pratiques, des activités et des finalités qui, à ce jour, ont des spécificités nombreuses et diverses. « L’économie sociale et solidaire » est une chimère administrative qui sert en réalité de cache-sexe à une politique de discrimination (parfois involontaire) vis-à-vis de l’économie solidaire. Les politiques publiques, sous couvert d’une reconnaissance verbale de l’économie solidaire, pratiquent la politique du pâté d’alouette : un dixième d’alouette solidaire pour neuf dixièmes de cheval social. Quand on sait que l’économie sociale est déjà le parent pauvre des politiques publiques en matière de développement économique, on mesure la part qui reste aux acteurs de terrain de l’économie solidaire. À force de se dérober au débat et à la clarification indispensables, les acteurs de l’économie solidaire risquent d’aboutir au même résultat que l’économie sociale : servir d’alibi aux politiques d’inspiration néolibérale qui voient dans ce secteur un moyen habile de faire croire que l’on répare ainsi les dégâts du capitalisme. En acceptant de se définir par les statuts (mutuelles, coopératives, associations), les acteurs de l’économie sociale se réfèrent à une définition d’un autre temps. Pour de nombreuses raisons, la définition de l’économie sociale par les statuts est aujourd’hui obsolète, notamment depuis l’apparition, depuis une dizaine d’années, de l’économie solidaire.

L’amalgame, sous couvert de définition par les statuts, de structures ayant des objectifs et des pratiques n’ayant rien à voir ni avec la solidarité ni avec le social aboutit à grossir la représentativité de quelques notables institutionnels. Par exemple, la grande majorité des associations ne sont pas des acteurs de l’économie solidaire. Le mélange de la représentation propre aux associations avec celles de l’économie solidaire aboutit à multiplier les représentations institutionnelles bidons et les postes honorifiques dans des institutions aussi inefficaces qu’assoupies. Ainsi, dans l’économie dite sociale, une part importante des coopératives ne sont sociales ni par leurs pratiques, ni par leurs objectifs, ni par leurs activités. Des banques, des sociétés d’assurance qui n’ont de mutuel qu’un vague rapport au statut ont, en revanche, parfaitement assimilé la pratique et le discours libéral.

Les acteurs de l’économie solidaire sont pour leur part porteurs d’un projet économique citoyen dont la finalité est la transformation sociale et non la réparation des dégâts humains du capitalisme. Il ne suffit pas, en effet, de dire qu’une entreprise ne fait pas de profit pour qu’elle puisse se revendiquer de l’économie solidaire. Il faut que son activité s’inscrive dans le champ de l’économie, ce qui exclut par exemple une majorité d’associations, et aussi qu’elle s’inscrive dans une perspective de transformation des rapports sociaux en contribuant à modifier les équilibres aujourd’hui uniquement favorables aux rapports financiers. Les enjeux environnementaux et de développement humain sont au cœur du projet de l’économie solidaire. Elle participe ainsi à un développement économique gouverné par des valeurs démocratiques de réciprocité, l’initiative citoyenne et non par la recherche du profit.

Ce positionnement, loin d’être un repliement sur le pré carré d’initiatives marginales, est au

contraire le gage que les acteurs de l’économie solidaire pourront se rassembler et mener de façon conséquente leur action, y compris avec leurs alliés naturels. Ceux-ci sont les acteurs actuels de l’économie sociale qui souhaitent retrouver les valeurs originelles et abandonner la stupide définition par les statuts mais aussi les défenseurs des services publics. L’affirmation d’une identité forte de l’économie



solidaire n’est pas un facteur de division mais au contraire une base de discussion pour rassembler des acteurs du mouvement social qui agissent en ordre dispersé. Proposer le débat sur ces questions peut paraître dans un premier temps porteur de clivages oiseux. Que l’on ne s’y trompe pourtant pas : ce n’est pas le débat qui crée les divisions mais une réalité économique qui produit des conflits d’intérêts et de l’exclusion dans tous les domaines. La division c’est l’acceptation, sous le couvert du non-dit, de la reproduction de l’ordre existant. Le mouvement de l’économie solidaire fait au quotidien la démonstration qu’une autre économie est possible. Il n’est pas réductible à la seule volonté d’assurer aux plus pauvres une aumône consolante. L’action caritative a certes toute sa place dans une société imparfaite mais elle ne doit pas être confondue avec les initiatives économiques concrètes. L’enjeu, on le voit mieux aujourd’hui, avec notamment les dégâts du réchauffement climatique, est non seulement social mais conditionne l’avenir de la planète à brève échéance.

**ROBERT CRÉMIEUX**  
*\* Président de Stanzo, une association de réflexion et d’action sur les médias solidaires, membre du Collectif pour une économie solidaire en Ile-de-France (Cesif). Le texte complet de cet article sur [www.stanzo.info](http://www.stanzo.info).*

ÎLE-DE-FRANCE

Une naissance difficile

La composition du Centre de ressources de l’économie sociale et solidaire d’Île-de-France pose problème.

Le conseil régional d’Île-de-France a pris l’initiative de créer un Centre de ressources régional de l’économie sociale et solidaire, mais des acteurs de l’économie solidaire ont dénoncé le manque d’équité avec lequel ils sont traités par rapport à l’économie sociale. Après quelques rebondissements, l’élection du conseil d’administration (CA) du Centre n’aura pas lieu lors de l’assemblée générale constitutive du 15 novembre, mais dans les mois à venir, au plus tard le 15 mars. Un délai salubre pour parvenir à un accord sur sa problématique composition. Pour rappel, l’économie sociale réunit les grands réseaux associatifs, mutualistes et coopératifs de la santé, de la banque, de l’assurance, etc., fédérés dans chaque région par une Chambre régionale de l’économie sociale. L’économie solidaire est constituée d’initiatives plus modestes, comme les régies de quartier, les petites entreprises de commerce équitable, les restaurants associatifs, etc. Elle a commencé plus récemment à se structurer, au niveau national avec le Mouvement pour l’économie solidaire (MES), et dans certaines régions à travers des agences, comme l’Apes, dans le Nord-Pas-de-Calais. En Île-de-France, une première tentative de fédération a eu lieu en 2003, autour d’Acteurs et collectifs pour une économie solidaire (Acpes). Son succès a été limité. En revanche, quand, en début d’année, certains réseaux ont appris que la région allait créer avant la fin 2006 un Centre de ressources, ils ont décidé de se fédérer pour s’y impliquer. Ainsi est né, en avril, le Collectif économie solidaire en Île-de-France (Cesif). Il a prévenu le conseil régional de sa démarche de structuration, mais n’a pas obtenu d’être reconnu au même niveau que la Cres. « *Dans les statuts du Centre de ressources, le CA est composé de trois collèges, explique Ana Larrègle, présidente du Cesif. Le premier est composé de 12 représentants des institutions, qui y*

*siègent de droit ; le deuxième, de 6 représentants de la Cres siégeant également de droit ; mais le troisième, composé d’acteurs de l’économie solidaire, est ouvert à élection.* » Le Cesif, officiellement constitué le 28 septembre, aurait aimé que ces six sièges lui soient réservés. Dans un entretien à *Politis* (n° 921), Madeleine Hersent, membre du Cesif et coprésidente du MES, reprochait au conseil régional de ne pas reconnaître suffisamment l’économie solidaire. Ce qui a fait réagir Francine Bavay (notre photo), vice-présidente (Verts) du conseil régional chargée de l’économie sociale et solidaire. « *La politique que j’ai mise en œuvre est une politique concertée avec les acteurs, estime-t-elle. J’ai proposé la création d’un centre de ressources pour renforcer les acteurs les plus faibles, les porteurs de projets à la recherche de conseil, de financements, etc. Le Cesif s’est créé seulement une semaine avant la délibération du conseil régional du 5 octobre qui a créé le centre. Jusque-là, on ne savait pas si la démarche du Cesif allait aboutir. Et*



*ils ne sont pas les seuls acteurs, puisqu’il y a aussi, entre autres, l’Acpes.* » Pour l’élection au 3<sup>e</sup> collège du CA, plusieurs listes pourraient donc être en concurrence, issues du Cesif et de l’Acpes, mais aussi du Groupe SOS d’insertion par l’économique, ou encore de la Ligue de l’enseignement. D’ici au 15 mars, cependant, des négociations et des rapprochements sont possibles. « *Nous sommes en train de faire un effort fondé sur la transparence, explique Ana Larrègle, pour réunir un maximum de monde de l’économie solidaire en Île-de-France et constituer un espace dans lequel les acteurs ont envie de participer, de travailler ensemble.* » Des clarifications pourraient aussi être nécessaires, le Groupe SOS ou la Ligue étant objectivement plus proches de l’économie sociale que de l’économie solidaire.

**DANTE SANJURJO**



# Le bloc-notes

DE BERNARD LANGLOIS



## NOS ENFANTS

Oui, ce sont bien des enfants, nos enfants, les tristes héros de cette histoire de bus cramé à Marseille.

Des enfants jouant avec de l'essence et un briquet, parce que personne ne leur a jamais appris que ça pouvait être dangereux, que ça pouvait avoir des conséquences terribles. Ce n'est pas la première fois (souvenez-vous de ces gamines qui avaient enflammé la boîte aux lettres d'une copine, pour quelque grief de mômes, et le drame qui s'en était suivi), ce ne sera pas la dernière. Parce que l'émulation, la contagion. Peut-être que le drame de Marseille, le souvenir de cette pauvre petite victime – une enfant aussi, une jeune femme – transformée en torche, le choc que ça provoque donneront un coup d'arrêt à ce jeu de petits cons : faire flamber un bus. Peut-être. Mais il y aura d'autres jeux de cons qui prendront le relais, et d'autres drames.

Nos enfants ? J'en entends qui protestent. « *Les miens ne sont pas comme ça.* » Soit. Je vais vous dire : les miens non plus (enfin, mes petits-enfants, parce que mes enfants ne sont plus des enfants...). Ils ont toujours su qu'on ne jouait pas avec les allumettes. On leur a appris.

Quand je dis : nos enfants, c'est manière de parler. Je veux dire : les enfants de ce pays où nous vivons, la France. Les enfants de la République. Je veux dire que nous avons tous, collectivement, la responsabilité de ces enfants-là, qui vivent ici, dans notre pays, qui y sont nés, y resteront – même s'ils ont des origines lointaines, « exotiques », « indigènes ». Ils sont sensibles, gais, attachants, comme tous les enfants ; ils sont aussi remuants, terribles, intenable, comme tous les enfants ; mais à la puissance dix. Parlez-en avec des profs qui exercent dans des quartiers « sensibles » : ils vous diront qu'ils les aiment, ces petits, qu'ils savent être charmeurs, adorables. Mais aussi qu'il leur arrive de les détester, de les craindre. Les mêmes parfois, tour à tour. Prof dans ces quartiers, avec ces gosses-là – qui dès 13-14

ans vous dépassent parfois d'une tête –, ce n'est vraiment pas une sinécure. Il faut, pour tenir, une vraie vocation. Au bout de quelques années de carrière, beaucoup de jeunes profs, usés, demandent leur changement pour des bahuts plus calmes. Ils vont enseigner chez les enfants de bourges, c'est plus « cool », on les comprend.

N'empêche : parfois, ils les regrettent, leurs petits sauvages.

## SARKO, DÉMISSION !

Alors, on va en faire quoi de ces gamins criminels quand on aura mis la main dessus (si on leur met la main dessus) ? Les punir, bien sûr. Tout crime mérite punition (le crime étant ici l'incendie du bus, pas les brûlures de la jeune femme – qui lutte encore contre la mort ce lundi matin –, qui en sont la conséquence ; on ne peut penser qu'il y avait intention de blesser, pire tuer...), mais quelle punition ? La prison pourrissoir, où ils apprendront à devenir de vrais gangsters ? Le « centre d'éducation fermé », sans doute préférable, où l'on tâchera de les « redresser » (avant de les renvoyer à l'ANPE) ? Il n'y a pas de solution miracle. Hors une extrême droite enfermée dans ses vitupérations racistes ordinaires, et qui n'a pas plus de remèdes que les autres forces du champ politique, chacun sait bien que ces criminels sont en même temps des victimes. Les victimes d'une société pourrie jusqu'à la moelle, où le chômage massif et la relégation sont devenus au fil des ans la norme, qui ne fait rien pour y remédier – pas plus hier qu'aujourd'hui –, sauf de l'esbroufe (hier Tapie, aujourd'hui Borloo), parce qu'au fond elle arrange tout le monde, cette situation, et d'abord un certain patronat (le même qui bétonne à tout-va et qui inonde les antennes de télé de programmes merdiques, si vous voyez ce que je veux dire) pour qui ce chômage massif est une garantie de docilité de sa main-d'œuvre, qui redoute de passer à la trappe. Quant aux politiques, à part des élus de terrain (nombreux de gauche – ségrégation sociale oblige –, certains de droite – sont pas tous des têtes à claques comme Raoult !), qui font ce qu'ils peuvent pour écoper et s'usent à obstruer les voies d'eau, les plus nombreux se refusent à des remises en cause radicales, englués qu'ils sont dans le dogme de « *la seule politique possible* », enfermés dans leur « *cercle de la raison* », incapables de voir à quelle vitesse nous allons dans le mur ; quand ils ne fondent pas, pour les pires, leur destin personnel sur une stratégie de la tension supposée leur rallier des électeurs terrorisés. Et il faudra bien, à ce propos, faire cesser le petit jeu de ce « *ministre de l'Intérieur à temps partiel* » (heureuse formule de Hollande), qui n'en finit plus d'user des moyens de l'État à son profit personnel de candidat. L'exigence de la démission de Sarkozy, que demandent même certains syndicats de policiers, devient une urgence, non ? Je ne dis pas

que ça réglerait tout, loin de là, mais ça enverrait au moins un signal positif. Et ce serait de salubrité publique.

## LA POLICE

Car la police (l'usage qu'on en fait) est aussi une des clés du problème. Après les questions de fond : éducation, travail, habitat. La façon dont Sarkozy l'instrumentalise, la médiatise, est scandaleuse. Un chercheur, Sébastien Roché, dans un livre récent consacré aux émeutes de l'an dernier, fait une large place à ce « *système de police qui ne marche pas* » (1). Sans en faire « *une potion magique* », il défend fermement le principe de cette police de proximité, mise en place par la gauche (mais sans assez de cohérence, à son avis) et tout simplement supprimée par la droite dès son retour au pouvoir : « *C'est une vision myope qui dirige la place Beauvau depuis des années, animant une force qui avance à tâtons : pas d'approche globale de la police dans ses relations avec le public, pas assez de réflexion sur sa mission de paix publique et abandon pour motifs idéologiques et non pragmatiques de la police de proximité. Une police est faible lorsque son pouvoir ne repose que sur la force. S'opposer durablement et efficacement aux groupes de délinquants suppose pourtant que la police se rapproche de la population. La qualité de service au public doit prendre une place plus large dans les missions et les objectifs mesurés dont il faut rendre compte. C'est le grand défi des polices françaises.* »

C'est aussi le cadet des soucis de celui qu'on maintient bien légèrement à leur tête.

## ZO D'AXA

Ce bel hommage à un homme oublié, qui fut en son temps une sorte de vedette du monde médiatique de l'époque, sous le nom qu'il s'était choisi, Zo d'Axa (« *Je vis en mordant* », paraît-il, en grec...).

Et pour mordre, il mordait, le bougre ! Les bourgeois, l'armée, la police, les juges, les curés et tous les faux-culs de la bonne société de son temps (fin du XIX<sup>e</sup>) que secouaient les bombes des anarchistes. Par refus de tout embrigadement, de tout « isme », il ne se reconnut jamais tel (anar), mais les défendit tous par la plume, qu'il avait acérée, cinglante. Dans les colonnes de *L'Endehors*, d'abord, qu'il avait fondé, où collaborèrent quelques autres jeunes gens aussi talentueux et révoltés que lui (dont Octave Mirbeau, Paul Verlaine, Bernard Lazare, Jehan Rictus, Tristan Bernard, Louise Michel... excusez du peu !), tous « *déserteurs de la bourgeoisie* » ; puis dans *La Feuille*, simple recto verso comme son nom l'indique, qu'il rédigeait seul, avec l'appui d'un grand dessin en noir et blanc en rapport avec le thème traité (aujourd'hui, il ouvrirait un blog !). Il connut, bien sûr, plusieurs fois la prison et l'exil, sans jamais se renier. Il commit aussi quelques livres. Puis, à 40 ans, fit le choix de se taire, définitivement, comme



APF

dégoûté du monde et des hommes, voyagea de par le monde (allant voir de près, notamment, la révolution russe, qui ne le convainquit guère...) avant de le quitter volontairement, d'un coup de pistolet, à 65 ans. On doit ce très beau livre, numéro double de la revue *Plein Chant* (2), à la ferveur de quelques admirateurs, dont la petite-fille de Zo, qui fut aussi une très belle artiste (chanteuse interprète des plus grands poètes, qu'elle servait admirablement), Béatrice Arnac – qui signe quelques pages de bel hommage (petit-)filial... Une biographie de Zo d'Axa, des commentaires de ses contemporains parus dans les journaux de l'époque (même *Le Figaro* lui tresse des lauriers !), et surtout des textes de lui-même, dont la lecture, en ces temps électoraux (élections-piège à...), vous est chaudement recommandée.

Tiens, au hasard (tout est bon, rien à jeter) : « *L'inconscience règne. Les gouvernants tablent sur ce fait, non douteux, que le peuple, habitué au joug, ne veut pas la révolution. Politiciens agioteurs, alchimistes du papier-monnaie, ils supposent que l'inévitable faillite se terminera*

*par un concordat, et que la secousse amortie laissera l'Édifice debout. Ils sont là, piétinant sur place, tisonnant la crise. Imbéciles ! La révolution, mais on ne la fera pas exprès ! Elle résultera fatale, implacable aussi, de vos défis, de vos mal-adresses, d'une situation sans*

*issue, de la force même des choses, de leur faiblesse. [...]*

*Qu'en sortira-t-il ? Je ne ferai pas semblant de songer à l'affranchissement, à l'émancipation d'une classe plus spécialement que d'une autre, perversité qu'elles sont toutes par le manque de simplicité, le goût des verroteries, du clinquant et des cinémas tombés dans le roman-feuilleton. Rien de très beau à espérer. Étant donné ce que sont les hommes, tous les hommes que nous connaissons – nous compris –, il ne sied pas d'anticiper au-delà du bouleversement, vengeur des mensonges d'un monde. Qui vivra verra. Vivons donc : action, parole ou silence. Question d'heure, cas individuel. Et le moins sottement possible... »*

C'était en 1921. À l'occasion d'une mise au point parue dans le *Journal du Peuple*, où l'on avait écrit sur lui, « *l'indépendant sans épithète* », quelques inexactitudes (laissant entendre que son silence depuis de longues années cachait quelque reniement) qu'il eut à cœur de corriger : « *Ça n'a aucune importance. Mais, par ces jours de victoire, souffle un tel vent de servitude, se fauflent tant de nouvelles vertus, que me taire ne suffirait peut-être pas à me préserver de l'honneur de figurer comme repent. Le silence, un instant rompu, me sera léger tout à l'heure d'être modestement nu.* » Tant de grâce, tant de bonheur dans l'expression de la révolte la plus radicale : un maître, vous dis-je.

B. L.

(1) *Le Frisson de l'émeute*, Sébastien Roché, Seuil, 220 p., 16 euros.

(2) *Zo d'Axa l'Endehors*, Béatrice Arnac d'Axa, Jan dau Melhau, *Plein Chant* 81-82, 288 p., 20 euros. (*Plein Chant*, 05 45 81 93 26).

pol-bl-bn@wanadoo.fr

Peut-être que le drame de Marseille, le souvenir de cette pauvre victime transformée en torche, le choc que ça provoque donneront un coup d'arrêt à ce jeu de petits cons. Peut-être. Mais il y aura d'autres jeux de cons qui prendront le relais, et d'autres drames.

Les rendez-vous du documentaire engagé  
*Politis* et l'association Voir & Agir présentent

**Mercredi 8 novembre à 20 h**

au Centre Culturel La Clef – Images d'ailleurs  
21, rue de la Clef, 75005 PARIS  
M° Censier-Daubenton

## MABROUK AT-TAHIR

Un film de Dalia FATHALLAH  
**2002, 59', France/Liban**

Sélectionné aux États généraux  
du documentaire à Lussas, été 2006.

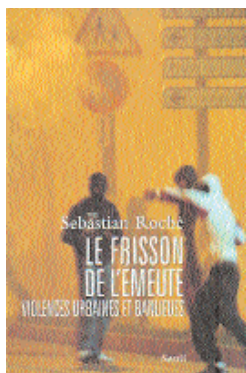
25 mai 2000 : après vingt-deux ans d'occupation, l'armée israélienne se retire du Sud-Liban.

Dans un village situé à moins de dix kilomètres de la frontière avec Israël, deux familles partagent la même cour. Les Chahrour retrouvent leur maison et sa cour, dont ils ont été chassés, les fils s'étant engagés dans la résistance. Ils retrouvent leurs voisins, les Kassem, qui eux sont restés, et dont l'un des fils a collaboré avec l'occupant... Comment va s'organiser la vie quotidienne dans la cour et au-delà, dans le village ?

Cette projection a lieu dans le cadre de la semaine de solidarité des lieux de culture avec le Liban et la Palestine, à l'initiative du collectif **Tous ensemble avec le Liban**.

La projection sera suivie d'un débat animé par Isabelle BOURBOULON avec Arlette GIRARDOT, chef-opératrice du film, Salwah FATHALLAH, de retour de Beyrouth, et Safwan MCHAWRAB, Parti communiste libanais.

- **LIBRE PARTICIPATION AUX FRAIS** -





Un épargnant heureux,  
c'est avant tout une épargne qui s'épanouit.  
A la Macif, nos contrats d'assurance vie vous  
garantissent pendant toute la vie de votre  
épargne les frais les plus bas et une disponibilité  
permanente de votre argent.



LA SOLIDARITÉ  
EST UNE FORCE